

MAI 1984 - 6 FF

# Le Courrier de l'unesco

**Histoire de l'Afrique**

M 1205-405-6 F



# Le temps des peuples

23 | Caraïbes

José et M'man Tine



*« Ces mains que M'man Tine lavait soigneusement chaque soir, plus méticuleusement encore le dimanche matin, mais qui semblaient avoir été passées au feu, battues au marteau sur une pierre, enterrées puis arrachées avec toute la terre y adhérant ; puis trempées dans l'eau sale, longuement séchées au soleil, et enfin jetées là, avec une désinvolture sacrilège, sur la blancheur de ce drap, au fond de cet obscur taudis. »*

Ces lignes sont extraites de *La rue Cases-Nègres* (1950), un classique de la littérature antillaise dû à l'écrivain martiniquais Joseph Zobel. Ce roman, qui évoque la lutte des travailleurs agricoles de la Martinique dans les années 1930, a été adapté à l'écran par la réalisatrice Euzhan Palcy, sous le titre « Rue Cases Nègres » (1983). Sur cette photo tirée du film, on reconnaît les deux principaux personnages : José et M'man Tine, sa grand-mère.

Mai 1984  
37<sup>e</sup> année

**Publié en 27 langues**

Français	Tamoul	Coréen
Anglais	Persan	Kiswahili
Espagnol	Hébreu	Croato-Serbe
Russe	Néerlandais	Macédonien
Allemand	Portugais	Serbo-Croate
Arabe	Turc	Slovène
Japonais	Oourdou	Chinois
Italien	Catalan	Bulgare
Hindi	Malais	Grec

Une édition trimestrielle en braille est publiée en français, en anglais, en espagnol et en coréen.

Mensuel publié par l'Unesco  
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

**Ventes et distributions :**

Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris  
Belgique : Jean de Lannoy,  
202, avenue du Roi, Bruxelles 6

**Abonnement**

1 an : 58 francs français  
2 ans (valable uniquement en France) :  
100 francs français  
Paiement par chèque bancaire, mandat  
ou CCP 3 volets 12598-48, à l'ordre de :  
Librairie de l'Unesco.  
Retourner à Unesco, PUB/C,  
7, place de Fontenoy, 75700 Paris.  
Reliure pour une année : 46 francs.

**Rédacteur en chef :**

Edouard Glissant

**Notre couverture :** une jeune habitante de la moderne Djenné, ville active du Mali située dans le delta intérieur du Niger, admire les vestiges de jouets d'argile fabriqués entre 250 av. J.-C. et 300 de notre ère et qui ont été découverts sur le site voisin de Djenné-jeno (« Djenné l'ancienne »), la plus ancienne cité de l'Afrique de l'Ouest. (Voir article page 12).

Photo Michael et Aubine Kirtley © ANA, Paris

**L'**HOMME est un animal historique et l'homme africain n'échappe pas à cette règle. Comme il en fut partout ailleurs dans le monde, il a créé son histoire et a eu de celle-ci une conception précise. Mais des mythes et des préjugés de toutes sortes ont donné au monde une vision grossièrement déformée de l'histoire de l'Afrique, allant même jusqu'à faire croire que le continent africain était un continent sans histoire.

Après une longue période de recherche active et de préparation minutieuse, ce redressement de l'erreur historique est désormais chose faite avec la publication échelonnée des huit volumes de l'Histoire générale de l'Afrique de l'Unesco.

La Conférence générale de l'Unesco a placé la préparation et la rédaction de l'Histoire sous l'unique responsabilité intellectuelle et scientifique du Comité scientifique international pour la rédaction d'une Histoire générale de l'Afrique. Il se compose de 39 membres dont les deux tiers sont des Africains et a pour Secrétaire M. Maurice Glélé.

Conformément aux directives de la Conférence générale de l'Unesco, le Comité, à sa première session, a ainsi défini les principales caractéristiques de l'ouvrage :

• Tout en visant à la plus haute qualité scientifique possible, l'Histoire ne cherchera pas à être exhaustive et sera un ouvrage de synthèse qui évitera le dogmatisme. A maints égards, elle constituera un exposé des problèmes indiquant l'état des connaissances et les grands courants de la recherche, et n'hésitera pas à signaler, le cas échéant, les divergences de doctrine et d'opinion. Elle préparera en cela la voie à des ouvrages ultérieurs.

• L'Afrique sera considérée comme un tout. Le but sera de montrer les relations historiques entre les différentes parties du continent, trop souvent subdivisé dans les

ouvrages publiés jusqu'ici. Les liens historiques de l'Afrique avec les autres continents devront recevoir l'attention qu'ils méritent et être analysés sous l'angle des échanges mutuels et des influences multilatérales, de manière à faire apparaître sous un jour approprié la contribution de l'Afrique au développement de l'Humanité.

• L'Histoire générale de l'Afrique sera, avant tout, une histoire des idées, des civilisations, des sociétés et des institutions. Elle fera connaître les valeurs de la tradition orale autant que les multiples formes de l'art africain.

• L'Histoire sera envisagée essentiellement de l'intérieur. Ouvrage savant, elle sera aussi, dans une large mesure, le reflet fidèle de la façon dont les auteurs africains voient leur propre civilisation. Bien qu'élaborée dans un cadre international et faisant appel à toutes les données actuelles de la science, l'Histoire sera aussi un élément capital pour la reconnaissance du patrimoine culturel africain.

Le volume I, *Méthodologie et préhistoire africaine*, ainsi que le volume II, *Afrique ancienne*, ont été déjà publiés (voir *Le Courrier de l'Unesco*, août-septembre 1979). Le volume IV, *L'Afrique du 12<sup>e</sup> au 16<sup>e</sup> siècle*, et le volume VII, *L'Afrique sous domination coloniale*, doivent paraître cette année. Dans ce numéro du *Courrier de l'Unesco* nous publions successivement des extraits de ces deux volumes. Les premiers mettent surtout l'accent sur les anciennes civilisations de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique méridionale. Les seconds montrent l'ampleur et l'intensité de la résistance africaine à l'envahisseur colonial, résistance sur laquelle a pesé jusqu'à présent ce qui s'apparente fort à une conspiration du silence. Nos lecteurs trouveront ainsi un bref mais fidèle reflet du vrai visage de ce grand continent dont l'histoire a été jusqu'à présent méconnue ou faussée : l'Afrique.

L'Afrique du 12 <sup>e</sup> au 16 <sup>e</sup> siècle	L'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935
4 Quatre siècles d'échanges et d'épanouissement par Djibril Tamsir Niane	14 Le défi colonial par Albert Adu Boahen
5 Ifé-Bénin : deux royaumes, une seule culture par Alan Ryder	17 Le partage par Godfrey N. Uzoigwe
8 Les secrets de Zimbabwe par Brian Fagan	23 Un combat inégal par Godfrey N. Uzoigwe
11 L'Afrique, foyer commercial	<i>Un continent résiste</i>
12 Djenné-jeno, cité bimillénaire	26 Afrique du Nord : la longue lutte par Abdallah Laroui
	27 Afrique de l'Ouest : ils se battirent jusqu'au bout par M'Baye Gueye et Albert Adu Boahen
	30 Afrique de l'Est : diplomatie et défi par Henry Mwanzi
	32 L'héritage colonial par Albert Adu Boahen
	2 Le temps des peuples Caraïbes : José et M'man Tine

Tête en terre cuite dans le style classique d'Ifé (hauteur : 17,4 cm) appartenant à la civilisation d'Owo (ville du sud-ouest du Nigéria) dans laquelle certains voient un maillon entre l'art d'Ifé et celui du Bénin.

Photo tirée de *Nigeria, its archaeology and early history* © Th. Shaw, 1978. Musée National de Lagos



La période qui va du 12<sup>e</sup> au 14<sup>e</sup> siècle marque un moment crucial de l'histoire de l'Afrique. Durant ces quatre siècles, on assiste à l'épanouissement de brillantes civilisations sur le continent ; au nord et sur les côtes orientales, sous le flambeau de l'islam, des cités marchandes font de l'Afrique un des plus importants carrefours du commerce mondial. A travers le Sahara, d'immenses caravanes relient l'Afrique septentrionale au « pays des noirs » ou Soudan, poumon économique du grand trafic, grâce aux mines d'or du Ghana et du Mali.

Jamais les relations commerciales ne furent plus intenses ; les échanges de toutes sortes relient les différentes régions du continent. L'archéologie nous révèle aujourd'hui que même la forêt équatoriale n'a pas constitué une barrière infranchissable ; idées, techniques et denrées ont circulé avec les hommes des savanes vers les forêts et vice versa.

Longtemps, historiens et chercheurs ont attribué à l'islam la naissance et le développement des villes, royaumes et empires du continent. Mais hors du domaine d'influence de l'islam, sur la côte atlantique, en Afrique centrale et méridio-

## Quatre siècles d'échanges et d'épanouissement

par Djibril Tamsir Niane

nale, ont vu le jour des royaumes, des cités aussi bien structurés que ceux de la zone soudanaise. Il faut situer aux 12<sup>e</sup>-14<sup>e</sup> siècles l'apogée des brillantes civilisations du Bénin et d'Ifé dont la statuaire constitue un trésor artistique d'une originalité qui ne cesse de frapper les imaginations. La civilisation de Zimbabwe, l'ancien Monomotapa, livre petit à petit ses secrets grâce à l'archéologie.

D'autre part, nous savons aujourd'hui que les échanges commerciaux, voyages d'affaires et pèlerinages ont mis en contact permanent l'Afrique occidentale et le Maghreb, Zimbabwe et les villes de la côte orientale. La connaissance de cette période privilégiée s'appuie à la fois sur les documents écrits, les traditions orales et l'archéologie. ■

De la page 5 à la page 11 nous présentons des extraits de deux chapitres du volume IV, L'Afrique du 12<sup>e</sup> au 16<sup>e</sup> siècle, de l'Histoire générale de l'Afrique ainsi qu'un aperçu d'un autre chapitre qui étudie le rôle de l'Afrique dans les relations intercontinentales de l'époque. Le professeur D. T. Niane est le directeur du volume IV qui doit être publié cette année en français en coédition par l'Unesco et l'éditeur « Jeune Afrique ».



Jeune fille de Lagos (Nigéria).

Photo Bruno Barbey © Magnum, Paris

# Ifé-Bénin : deux royaumes, une seule culture

par Alan Ryder

*Considérée aujourd'hui encore par les Yoruba comme une ville sainte, Ifé, dans l'actuel Nigéria, fut la capitale d'une civilisation florissante dès le 11<sup>e</sup> siècle. Les artistes du royaume d'Ifé portèrent à la perfection, vers le 12<sup>e</sup>-13<sup>e</sup> siècle, un art du portrait en terre cuite et en bronze coulé à la cire perdue. Cette technique fut transmise ensuite au puissant royaume du Bénin dont l'essor commence vers le 13<sup>e</sup> siècle et où l'art du bronze allait connaître un épanouissement exceptionnel jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle.*

**S**I l'on considère la position centrale qu'elle occupe dans l'histoire générale des Yoruba, il est surprenant que l'histoire d'Ifé soit aussi peu connue. Après une abondance relative de détails sur Oduduwa, le fondateur légendaire de l'Etat, et ses successeurs immédiats, nous ne trouvons dans la tradition orale que des récits rares et fragmentaires sur les périodes qui suivent. Les vestiges archéologiques ont contribué à combler quelques lacunes.

Une première phase de l'histoire de l'Etat s'ouvre vers le 11<sup>e</sup> siècle, caractérisée par un type d'habitat dispersé, l'usage répandu de sols « en tessons » posés de chant, une industrie de perles de verre et un art raffiné de la terre cuite, spécialisé dans la production de figurines naturalistes, notamment de têtes humaines. Ces dernières ont amené certains ethnologues à établir un lien entre les cultures d'Ifé et de Nok, malgré le millénaire qui les sépare.

La très grande ressemblance de l'art de la terre cuite d'Ifé avec celui qui a été découvert dans d'autres centres de la culture yoruba est encore plus révélatrice. Des têtes d'un style apparenté à celui d'Ifé ont été trouvées à Ikinrum et à Ire, près d'Osogbo, à Idanre, près d'Ikare, et, plus récemment (ce qui est particulièrement intéressant) à Owo, où un grand nombre de sculptures en terre cuite ont été exhumées parmi les vestiges du 15<sup>e</sup> siècle. Les vastes étendues où ce style a été pratiqué pourraient témoigner de la large diffusion de l'influence d'Ifé, mais peut-être s'agit-il tout simplement d'un phénomène culturel

qui se serait propagé parmi les Yoruba et qui aurait été associé à des rites religieux, et non pas à la royauté Ifé. De même, les sols « en tessons » qu'on découvre fréquemment à Ifé avec des figurines de terre cuite ne sont pas l'apanage de cette cité, car on en a découvert de semblables à Owo, Ifaki, Ikerin, Ede, Itaji, Ekiti, Ikare, et encore beaucoup plus loin, à Ketu et à Dassa-Zoumé, en République populaire du Bénin ainsi que dans le district de Kabrais, au Togo. Les sols « en tessons » les plus anciens découverts jusqu'ici à Ifé datent d'environ l'an 1100 de notre ère ; les plus récents portent des impressions d'épis de maïs, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être antérieurs au 16<sup>e</sup> siècle.

La disparition des techniques de fabrication du sol et apparemment aussi de l'art céramique est due probablement à une catastrophe qui aurait frappé Ifé au 16<sup>e</sup> siècle. Les vingt-cinq têtes de « bronze » d'Ifé (il s'agit, en fait, de laiton et de cuivre), qui, par leur style, ressemblent de manière si frappante aux terres cuites, auraient pu être coulées durant les années qui avaient précédé le désastre, époque où, du fait des importations de cuivre et de laiton par les Portugais, les métaux destinés à la fonte et au moulage étaient relativement abondants. A l'heure qu'il est, nous ne pouvons que faire des conjectures sur la nature des événements qui ont détruit cette culture : la conquête par une dynastie étrangère semble l'hypothèse la plus vraisemblable.

Si cette interprétation de l'histoire d'Ifé est correcte, la dynastie qui y règne actuellement est celle qui s'était établie au 16<sup>e</sup> siècle, avait construit le palais sur son emplacement actuel ainsi que les premiers murs de l'enceinte du centre de la ville. Il est possible que la nouvelle dynastie ait préservé certaines des institutions politiques et



Photo Marc et Evelyne Bernheim © Rapho, Paris

ALAN RYDER, du Royaume-Uni, est professeur à l'Université de Bristol. Spécialiste de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest, il a publié de nombreux ouvrages sur la période précoloniale et coloniale de cette région.

*L'art de Nok (900 av. J.-C. à 200 ap. J.-C.) est l'art le plus ancien que l'on connaisse au Nigéria. Son nom lui vient d'un village du centre du pays, dans la région de Zaria, où la première sculpture de ce type fut découverte en 1943. Il apparaît aujourd'hui que l'aire culturelle de la civilisation de Nok, longtemps circonscrite aux plateaux de Bauchi, fut beaucoup plus vaste. Un lien naturel semble unir ces sculptures, par delà un millénaire, à l'art de la terre cuite d'Ifé, au sud-ouest, qui allait s'épanouir entre le 12<sup>e</sup> et le 15<sup>e</sup> siècle de notre ère. Tête en terre cuite de Nok (hauteur : 19,5 cm) conservée au Musée national de Jos.*



Photo © Musée de l'Homme, Paris

Photo © Frobenius Institutes, Frankfurt/M., R.F.A.



Photo © André Held, Ecublens, Suisse

*Aussi bien en terre cuite et en pierre qu'en bronze, les sculptures d'Ifé marquent un sommet dans l'art du portrait (12<sup>e</sup> - 15<sup>e</sup> siècle). A la fois réalistes et idéalisées, les têtes d'Ifé se caractérisent par la souplesse de leur modelé et la noblesse de leur expression. Les visages reproduits sont souvent porteurs de scarifications longitudinales, comme cette tête (en haut à droite) découverte par Leo Frobenius, l'anthropologue allemand qui fit connaître cette sculpture au monde savant en 1910. Les bronzes d'Ifé, tous coulés à cire perdue, sont des réussites d'une technique exigeante. Ci-dessus, représentation de l'onî (le roi et, aujourd'hui encore, le « père » du peuple yorouba) et de son épouse. Dans le style d'Ifé, cet homme assis en bronze (ci-dessus à droite ; hauteur : 53,7 cm), est l'un des chefs-d'œuvre de la sculpture de l'Afrique noire. Cette effigie d'un naturalisme accentué vient de Tada, un village riverain du Niger, et représente peut-être Tsoede, héros fertilisateur.*



*Les bronzes trouvés à Igbo-Ikwu (village situé près d'Awka, dans le sud-est du Nigeria) sont uniques en leur genre. Par leur style ornemental et la composition de leur alliage, ils se distinguent de ceux d'Ifé et du Bénin. D'une grande perfection formelle et technique, cet art du bronze, du 9<sup>e</sup> siècle ap. J.-C., donne à penser qu'existait il y a mille ans, dans cette région, un vaste et puissant royaume dont Igbo-Ikwu fut peut-être la capitale religieuse. Ci-contre : bronze (hauteur : 27,4 cm) figurant un homme et une femme (invisible sur la photo). Ci-dessus, bracelet en bronze.*



Photos tirées de Igbo-Ikwu © Th. Shaw, 1970

► sociales de ses prédécesseurs, mais rien n'indique qu'il y ait davantage de similitudes d'ordre politique que sur le plan artistique entre le régime antérieur et celui qui a suivi.

Si le déroulement des cérémonies d'intro-nisation et les emblèmes royaux d'au-jourd'hui présentent de grandes similitudes dans la plupart des pays yoruba, y compris Ifé, ils diffèrent sensiblement des insignes que portent en effigie les personnages qu'on croit appartenir à des familles royales de la première phase de l'histoire d'Ifé. On peut donc en conclure que la royauté yoruba des temps modernes est issue d'une époque plus récente, même si, à l'origine, les Etats ont été constitués sur les modèles de l'Ifé des temps anciens.

Il n'est pas exclu que la grandeur et la décadence des Etats du Soudan occidental aux 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles aient eu une influence plus ou moins directe sur la formation d'Etats dans la zone forestière du golfe de Guinée.

Leur formation et leur expansion pour-raient sans doute expliquer les bouleversements que connurent vers cette époque les Etats voisins du Sud. Nous savons que les Nupe chassèrent les Yoruba du vieil Oyo au début du 16<sup>e</sup> siècle et qu'avant de revenir dans leur capitale, trois quarts de siècle plus tard, les Oyo avaient réorganisé leurs forces militaires en renforçant leur cavalerie, force de frappe des armées des Etats de la savane. C'est aux Nupe que les Oyo ont emprunté le culte Egungun des ancêtres, et il est possible que certaines particularités de leur Etat reconstitué aient été, elles aussi, empruntées à la même source.

Le Bénin est le premier Etat visité par les Portugais sur cette côte : de bonne heure, ils ont tissé avec ce royaume des liens aussi bien diplomatiques que commerciaux. Situé au sud-ouest d'Ifé, on pense qu'il s'est très tôt constitué en royaume, peut-être dès le 12<sup>e</sup> siècle.

Au 15<sup>e</sup> siècle, de profonds remous in-ternes transformèrent en une autocratie cette monarchie à pouvoir limité, et le petit Etat devint un grand royaume. La tradition attribue cette transformation à un souve-rain nommé Eware, qui s'empara du trône en chassant et en assassinant son frère cadet ; on dit que cette lutte aurait causé la destruction d'une bonne partie de la capitale.

Eware reconstruisit sa capitale selon un nouveau plan et lui donna le nom d'Edo, qu'elle porte encore aujourd'hui. Au centre de la ville furent aménagés, à l'instar de l'enceinte de la ville d'Ifé, d'énormes fossés et remparts dont le tracé ne tenait aucun compte des constructions plus anciennes. Dans l'enceinte, une large avenue séparait le palais de la « ville », c'est-à-dire les quar-tiers qui abritaient les nombreuses corpora-tions d'artisans et de spécialistes du rituel au service du souverain. Le palais proprement dit comprenait trois départements : la garde-robe, les serviteurs personnels du souverain et le harem, chacun nanti d'un personnel lui-même réparti en trois rangs par analogie aux classes d'âge des villages edo.

Les fouilles archéologiques ont confirmé la tradition qui situe au 15<sup>e</sup> siècle la cons-truction de la grande muraille d'Eware, ainsi que la rénovation du palais. Elles ont aussi mis en lumière l'évolution de l'art



Photo © Werner Forman Archive, Londres

*Dans l'art du Bénin (15<sup>e</sup> - 18<sup>e</sup> siècle) beaucoup de bronzes sont consacrés à la gloire de l'oba (le roi). La représentation, malgré une forte tendance naturaliste, est le plus souvent très stylisée. Ce joueur de flûte ou de trompette (vers 1600 ; hauteur : 62,5 cm) appartient à la cour de l'oba.*

fait est capital et souligne la large diffusion de la culture de Nok ; de plus, nous avons la preuve d'échanges et de contacts suivis entre les pays de la savane au nord et ceux de la forêt au sud. Ainsi, bronzes et laitons naturalistes célèbres d'Ifé et du Bénin sont l'aboutissement d'une évolution artistique commencée au moins dès l'âge du fer, dans une aire culturelle très vaste.

Cette idée est confirmée par l'existence des bronzes de Igbo-Ikwu. Découvert en 1939 dans l'est du Nigéria, le site de Igbo-Ikwu a été fouillé en 1959 par le professeur Thurstan Shaw ; près de huit cent pièces de bronze, qui diffèrent complètement des bronzes d'Ifé-Bénin, furent mises au jour. Igbo-Ikwu est un complexe urbain au milieu duquel se trouvent le palais et les temples. Différentes structures construites ont été dégagées : une grande salle où étaient entreposés de la vaisselle et des objets de culte, des trésors ; la chambre funéraire du grand prêtre, très richement décorée ; un vaste trou où avaient été déposés des poteries, des ossements et divers objets.

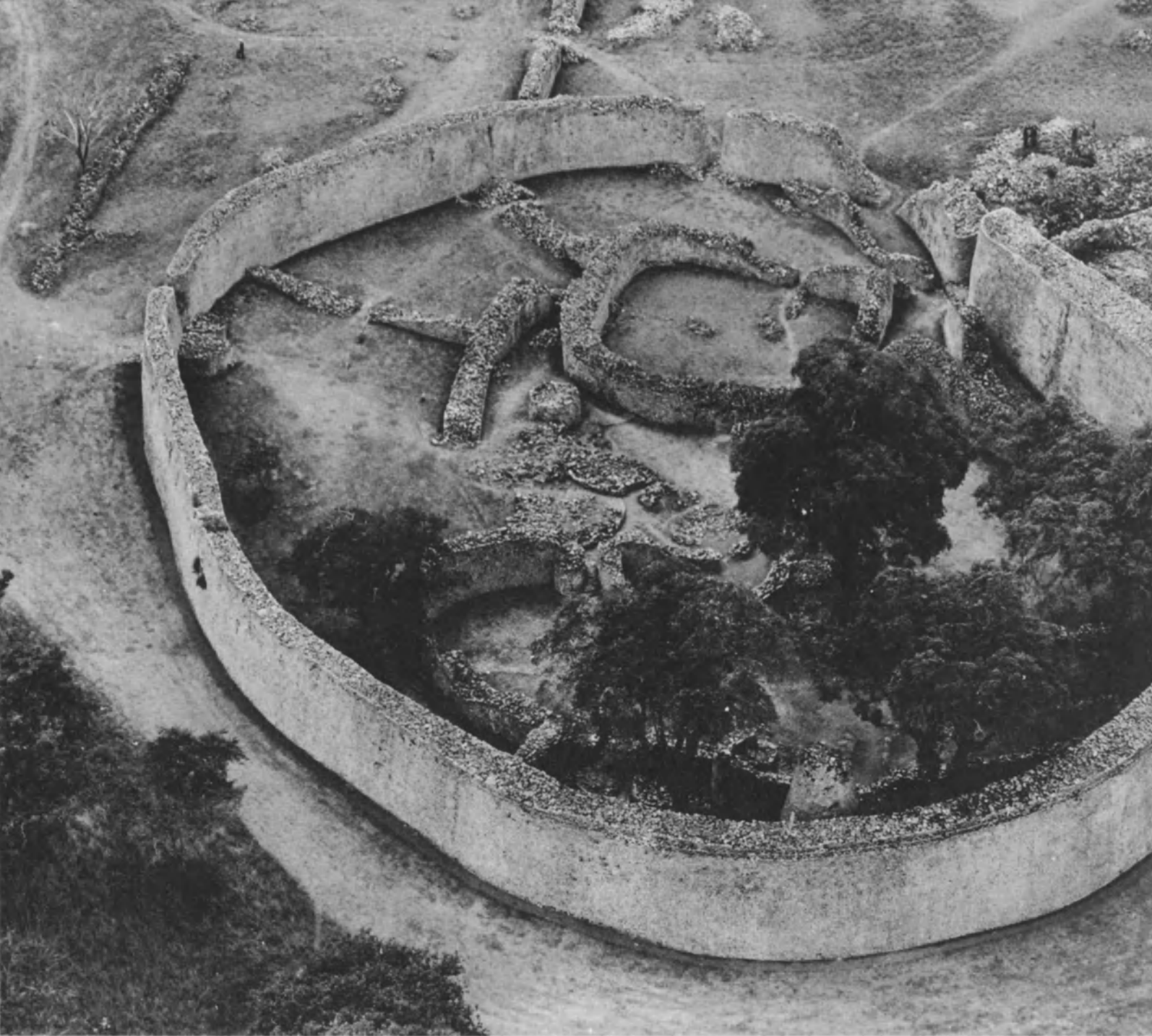
Certes il y a quelques différences entre les trouvailles en bronze d'Igbo-Ikwu et les œuvres d'art d'Ifé ; cependant, bien des traits sont communs qui montrent que les deux centres participent de la même culture. En effet, comme à Ifé, nous sommes en présence d'une monarchie rituelle. On pense qu'Igbo-Ikwu a pu être la capitale religieuse d'un royaume très vaste et c'est là qu'étaient déposés les trésors sous la garde d'un roi-prêtre : Eze Nzi. Les enquêtes auprès des détenteurs de traditions orales se poursuivent, tandis que les archéologues voient s'élargir l'aire de fabrication des bronzes.

Mais Igbo-Ikwu semble contredire la plu-part des postulats concernant la formation des Etats, car la datation au carbone 14 indique que cette culture très raffinée existait déjà au 9<sup>e</sup> siècle chez les Ibo qui vivaient comme on le sait, en société « lignagère ». Autrement dit, la culture des Igbo-Ikwu est antérieure d'au moins deux siècles à celle d'Ifé-Bénin et à toutes les autres cultures d'un degré d'évolution comparable qui ont été découvertes jusqu'ici dans la zone forestière.

célèbre du Bénin, le moulage du laiton et du bronze à la cire perdue. Il a été établi que tous les objets en laiton découverts parmi les vestiges antérieurs au 16<sup>e</sup> siècle avaient été forgés et non moulés. La technique du moulage à la cire perdue était peut-être connue plus tôt, mais les produits des fouilles et une étude stylistique des très nombreux objets en laiton coulé qui existent encore aujourd'hui au Bénin indiquent que cet art n'est devenu florissant qu'au 16<sup>e</sup> siècle, lorsque de grandes quantités de laiton furent importées d'Europe.

En général, c'est la sculpture sur bois qui domine dans l'art négro-africain. La civilisation d'Ifé-Bénin est la brillante exception où l'on trouve des œuvres d'art en terre cuite et en bronze : d'où l'importance exceptionnelle de cette région dans l'évolu-tion générale de l'art négro-africain.

Nous avons parlé plus haut des objets en laiton forgé et de la technique de la cire perdue, connue à Ifé probablement dès avant le 13<sup>e</sup> siècle. Un lien naturel, à la lumière des recherches les plus récentes, unit l'art de la terre cuite illustrée à Ifé par les figurines naturalistes, notamment des têtes humaines, et les cultures de Nok remontant à l'âge du fer (5<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne). Ce



## Les secrets de Zimbabwe

*Loin dans le Sud, à l'écart de la zone d'influence des puissances du monde musulman et des chrétiens, les bassins du Zambèze et du Limpopo furent le siège de brillantes cultures dont la plus célèbre est Zimbabwe. Cette métropole aux constructions cyclopéennes livre petit à petit ses secrets grâce aux travaux patients des archéologues et aux recherches des linguistes et des anthropologues.*

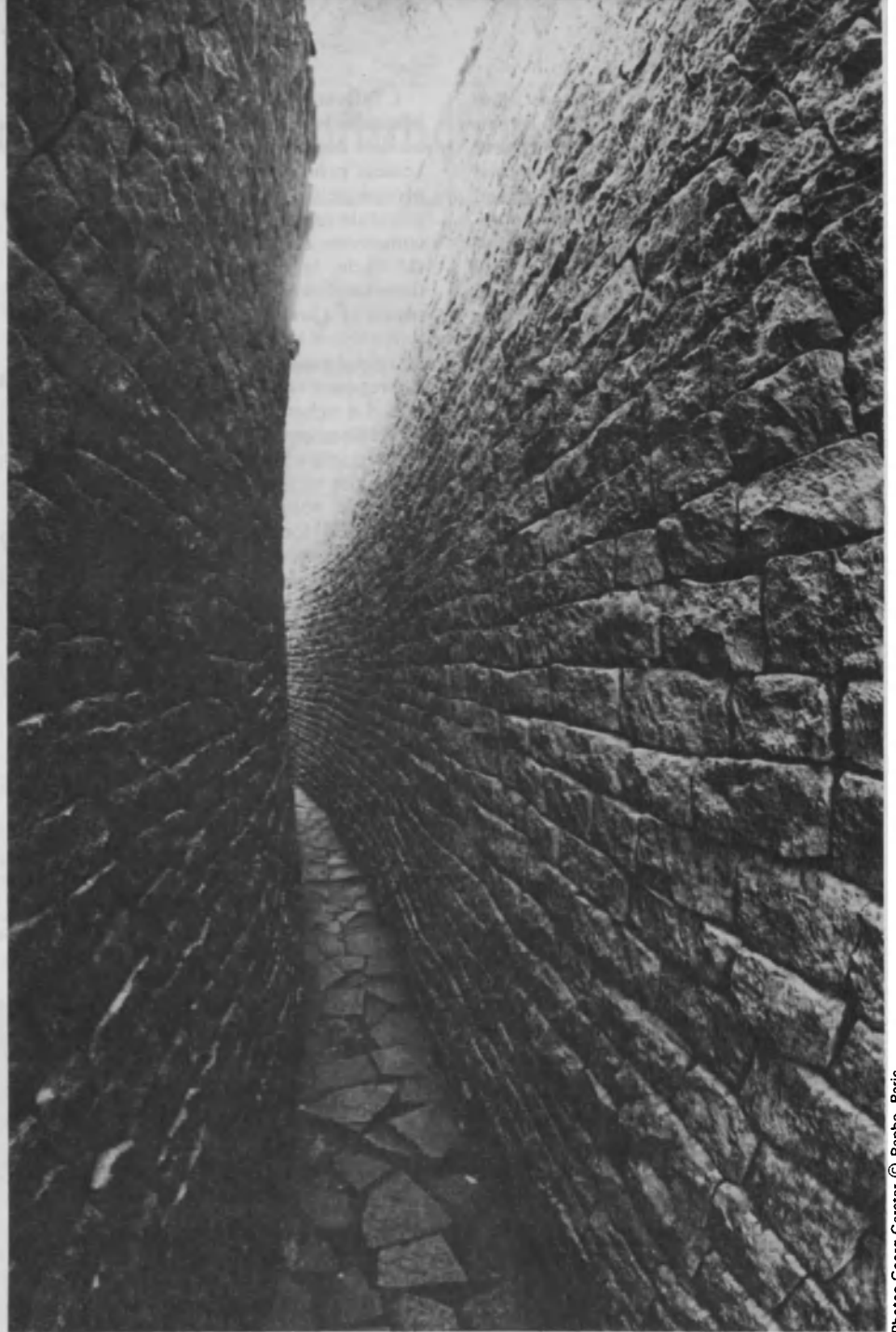
**Q**UELLES que soient les causes profondes de l'essor de Zimbabwe, il s'agit, à coup sûr, d'un monument impressionnant. Le site est dominé par l'acropole, longue colline de granit jonchée d'énormes roches. Au fil des générations, ses occupants ont raccordé ces blocs par des murs qui forment ainsi de petits enclos et d'étroits passages. L'enclos de la pointe occidentale est le plus grand, entouré d'un épais mur de pierre non soutenu. Sa stratigraphie a révélé la longue séquence de son occupation aux époques tardives de l'âge du fer, chronologie qui a permis de subdiviser en trois étapes au moins l'histoire de Zimbabwe.

L'occupation la plus intensive a débuté aux environs du 11<sup>e</sup> siècle, mais aucun mur de pierre n'a été érigé avant le 13<sup>e</sup> siècle, lorsque les petites huttes de baliveaux et de banco de temps plus anciens avaient été

remplacées par des demeures en terre plus spacieuses. Le mur de terrasse de l'enclos occidental date lui aussi d'une époque où un plus grand nombre d'objets importés apparaissent parmi les débris. Ce fut durant le 13<sup>e</sup> ou le 14<sup>e</sup> siècle toujours que les premières constructions furent élevées dans la vallée en contrebas de l'acropole.

Le Grand Enclos, avec ses murs massifs sans soutien, fut construit graduellement au cours du siècle suivant. Ce mur d'enceinte a une hauteur moyenne de 7,30 m, une épaisseur de 5,50 m à la base et de 1,30 m à 3,60 m au sommet. Il est décoré d'un motif à chevrons sur une longueur de 52 m. A l'intérieur se trouve un autre mur d'enceinte inachevé, évidemment remplacé par celui qui existe aujourd'hui. Il forme, entre les deux murs d'enceinte, un étroit défilé menant à une tour conique, fort bien construite, qui domine le Grand Enclos, lui-





Photos Georg Gerster © Rapho, Paris

*par Brian Fagan*

même divisé en une série de petits enclos, où l'on trouve les fondations d'habitations assez grandes en baliveaux et en banco. On peut supposer que cette construction impressionnante et d'un grand intérêt politique a été la demeure des souverains de Zimbabwe.

Le caractère exceptionnel de Zimbabwe tient seulement à ses dimensions, qui en font la plus grande des cent cinquante ruines environ que renferme la région granitique séparant le Zambèze et le Limpopo. D'autres ruines, possédant de un à cinq enclos, dont chacun est au moins partiellement entouré de murs libres et contient des cabanes en banco et en baliveaux, existent à proximité de Zimbabwe et dans le Mashonaland. Les assises régulières de leur maçonnerie sont dans le style de Zimbabwe. Celles qui ont été explorées contenaient parfois des objets en or, des bracelets en fil de

cuivre, des perles de verre, ainsi que les brasers et les volants de fuseaux caractéristiques de la culture de Zimbabwe. Les ruines de Ruanga et de Chipadze attestent que le bétail jouait un rôle important. Cinq des ruines fouillées ont permis d'établir une chronologie suggérant qu'elles furent toutes construites et occupées entre le début du 14<sup>e</sup> et la fin du 15<sup>e</sup> siècle. Certaines semblent même dater du 16<sup>e</sup> siècle.

Ces sites semblent trop petits pour avoir été des entités économiquement viables et furent vraisemblablement édifiés par une main-d'œuvre extérieure venue de villages ▶

**BRIAN FAGAN**, du Royaume-Uni, est professeur d'anthropologie à l'Université de Californie de Santa Barbara, Etats-Unis. Anthropologue et archéologue, il a publié de nombreux ouvrages sur les cultures de l'Age du Fer et de la Pierre en Afrique de l'Est et méridionale.

*Au sud de Harare, la capitale du Zimbabwe, se dressent les ruines impressionnantes du Grand Zimbabwe. Fondé par des peuples de l'âge du fer dès le 10<sup>e</sup> ou le 11<sup>e</sup> siècle, le Grand Zimbabwe était devenu en 1300 le centre d'un Etat puissant et influent. Dans ces ruines et sur d'autres sites voisins, on a trouvé de la verroterie et de la porcelaine d'origine chinoise, perse et syrienne, signe que l'ensemble urbain du Grand Zimbabwe a joué un rôle important dans le commerce de la côte de l'Afrique orientale qui pénétrait profondément au 14<sup>e</sup> siècle dans l'intérieur du continent. Ci-dessus à gauche, le Grand Enclos, ceint d'une muraille haute de 7 mètres. L'étroit passage pavé ci-dessus, sépare le mur d'enceinte d'un mur intérieur inachevé, qui longe sur une grande partie les remparts. Le granit qu'on trouve en abondance dans la région a servi à la construction du Grand Zimbabwe. On voit dans son architecture un prolongement des enclos et des résidences des chefs qu'on construisait dans d'autres Etats africains, avec de l'herbe, de la boue et des pieux.*

► voisins qui vivaient de l'agriculture itinérante pratiquée dans la savane. Dans les ruines de Nhunguza, on a retrouvé une cabane unique, très spacieuse, comportant trois salles. L'une pouvait accueillir un grand nombre de personnes, une seconde contenait un siège unique, une troisième était « une pièce entièrement distincte qui a dû contenir des objets de grande valeur, notamment ce qui devait être un monolithe posé sur un socle à gorge ». Cette construction curieuse a fort bien pu être le lieu où régnait une autorité religieuse prestigieuse qui aurait été la raison d'être de cet enclos isolé et le ferment de l'unité de l'Etat de Zimbabwe.

On en tire l'impression d'une autorité politique et religieuse extrêmement puissante, incontestée, dont l'emprise sur une population rurale clairsemée reposait sur une sorte de croyance unifiante dans les pouvoirs du Mwari divin ou de quelque autre divinité qui s'étendent à chaque famille. Les frontières de l'Etat de Zimbabwe sont encore mal définies, quoiqu'il fût centré dans le Mashonaland. Quelques ruines semblables à celles de Zimbabwe se trouvent dans ce qui est aujourd'hui le Matabeleland, où des gens de Zimbabwe se sont infiltrés dans le territoire de *Leopard's Kopje*.

L'influence de Zimbabwe et de ses établissements tributaires se faisait sentir bien au-delà des frontières immédiates, et relativement proches, de cet Etat lui-même. La prospérité de Kilwa sur la côte d'Afrique orientale suivait de près les fluctuations du commerce de l'or avec Sofala. Dès le 10<sup>e</sup> siècle, le géographe Al-Mas'udi mentionnait Kilwa et le commerce de l'or dans ses écrits. Quatre siècles plus tard, Ibn Battuta décrivit Kilwa comme une des plus belles cités du monde, une ville dont la prospérité reposait sur le commerce de l'or avec le Sud. La richesse des maîtres de Zimbabwe a certainement grandi et décliné en même temps que le trafic côtier. Kilwa connut elle-même des vicissitudes commerciales, atteignant le sommet de sa prospérité au 15<sup>e</sup> siècle, lorsque fut reconstruite sa fameuse grande mosquée, avec les dômes et les voûtes de sa couverture si bien ouvragée. Mais, un siècle plus tard, Kilwa, la côte orientale de l'Afrique et Zimbabwe avaient perdu leur éclat. Lorsque les Portugais arrivèrent à Sofala, le commerce côtier était en déclin. Malgré son isolement, les contacts commerciaux de Zimbabwe et l'or qu'il contrôlait avaient contribué non seulement à la prospérité et à la croissance économique de la côte orientale, mais aussi des contrées reculées.

Aux 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> siècles, il y eut dans le nord du Mashonaland et dans la vallée du Zambeze une activité commerciale considérable dont les vestiges ont fait l'objet de découvertes archéologiques remarquables. Cette région avait été peuplée dès le début de l'âge du fer, qui y a duré jusqu'à la fin du premier millénaire de notre ère. Entre le 12<sup>e</sup> et le 14<sup>e</sup> siècle, le nord du Mashonaland fut occupé par les fabricants de la poterie de Musengezi. Ils pratiquaient l'agriculture de subsistance et leurs contacts commerciaux se réduisaient au minimum. On pense qu'ils parlaient shona. Par leur culture, ils ne pouvaient rivaliser avec la richesse de leurs voisins méridionaux de Zimbabwe, même si des biens de provenance commerciale se trouvaient en plus grand nombre dans des établissements plus tardifs de cette culture de Musengezi.

Il n'en va cependant pas de même pour l'extrémité nord-ouest du Mashonaland et de la partie inférieure de la vallée du Zambeze moyen, où l'on a trouvé des établissements importants et où le travail et le commerce du cuivre avaient eu une très grande importance. Le site de Chedzurgwe, dans le fertile district d'Urungwe, s'y étendait sur une superficie d'une trentaine d'hectares de prairies luxuriantes ; l'abondance des ossements de bétail et de gibier témoigne de la place occupée par l'élevage et la chasse. Mais la métallurgie du cuivre et du fer était loin d'être négligeable, ces deux minerais étant abondants dans les parages. Le cuivre était coulé en lingots normalisés ayant deux poids fixes ; des bracelets étaient confectionnés en fil de cuivre et les alliages à base d'étain étaient d'usage courant. On utilisait également les textiles et l'on fabriquait une poterie de très belle qualité dont le fini et la délicatesse de la décoration sur les bols et les gobelets n'ont guère d'équivalent.

Brian Fagan

*Les ruines du grand enclos, dans le Grand Zimbabwe (voir page précédente), sont dominées par une importante acropole, véritable forteresse dont la construction s'appuie sur l'énorme chaos de granit qui couronne la colline. A gauche, entrée d'un étroit passage couvert dans l'acropole.*



Photo Charles Lénars © Atlas Photo, Paris

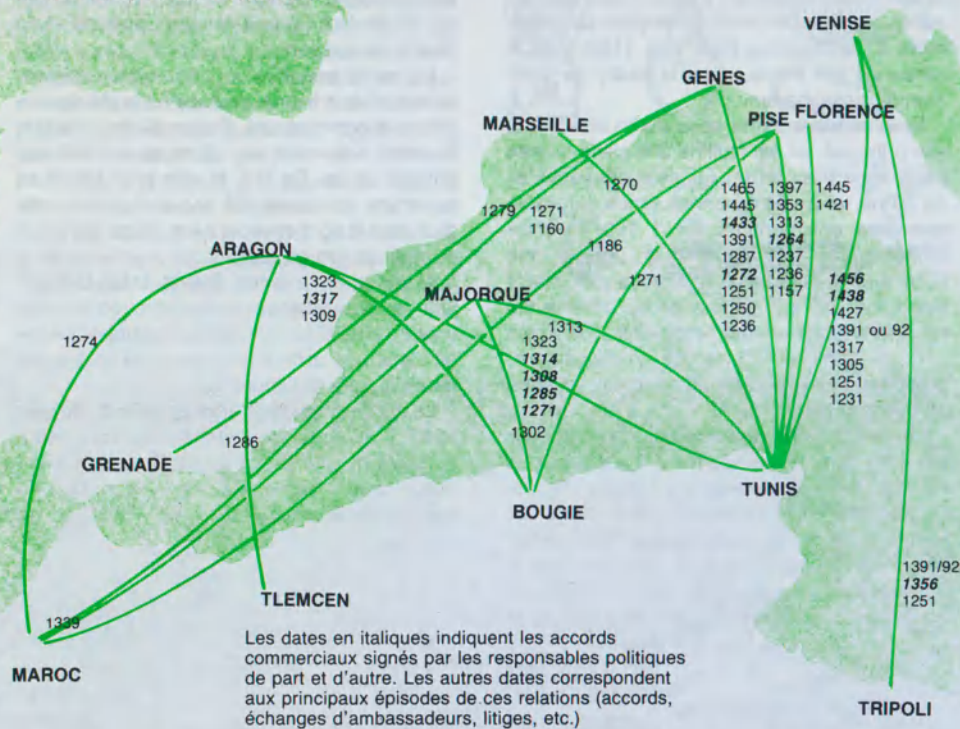
*L'oiseau qui couronne cette sculpture en stéatite trouvée dans les ruines de la vallée du Grand Zimbabwe est aujourd'hui l'emblème national de l'Etat du Zimbabwe.*



Photo tirée de Great Zimbabwe de P. S. Garlake © Thames & Hudson, Londres

# L'Afrique, foyer commercial

Relations économiques entre rives de la Méditerranée occidentale



Source : Jean Devisse

L'Afrique, du 12<sup>e</sup> au 16<sup>e</sup> siècle, a joué un rôle de premier ordre dans les relations intercontinentales, notamment dans le bassin méditerranéen et, par l'océan Indien, avec le monde asiatique.

**La Méditerranée.** En dehors de l'ivoire et des esclaves qu'on lui arrache, c'est surtout par son or que l'Afrique est le plus visiblement présente dans l'économie méditerranéenne. L'or afflue vers le nord de l'Afrique jusqu'à la fin du 15<sup>e</sup> siècle. Dès la fin du 10<sup>e</sup> siècle, les chrétiens d'Espagne ont commencé à obtenir de l'or depuis le Sud. A partir du 13<sup>e</sup> siècle, les profits s'accroissent. Une classe marchande active apparaît dans les grands ports chrétiens de Méditerranée et dans certaines villes importantes comme Milan et Florence. La « faim de l'or » d'un Occident en pleine croissance économique va hâter la découverte des routes de l'or de l'intérieur du continent africain.

Il est permis de penser, en attendant des inventaires plus complets, qu'une part non négligeable de l'or africain est passée dans le circuit des affaires européennes.

**Le monde asiatique.** Selon certains historiens anciens, une forte activité commerciale existe déjà au 12<sup>e</sup> siècle sur la côte est-africaine. Ce commerce s'épanouit aux 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> siècles. L'ivoire, collecté depuis l'intérieur et que les marchés musulman, chinois et indien consomment en grande quantité, les peaux d'animaux constituent, avec le fer et l'or, et sans doute le bois, les postes importants des exportations. L'or du Sud, exporté par Sofala (dans l'actuel Mozambique), commercialisé à Kilwa (dans l'actuelle République-Unie de Tanzanie) prend une place dominante dans ce commerce.

Les navires apportent sur cette côte divers produits : cauris, plantes nouvelles, vêtements et bijoux de verre. Ce commerce consiste surtout en un cabotage dont Kilwa marque probablement le terminus normal. De Mombasa ou de Malindi (dans l'actuel Kenya) partent chaque année des navires musulmans qui vont vers l'Asie. Ils participent pleinement au développement des techniques de navigation qui du 13<sup>e</sup> au 15<sup>e</sup> siècle s'améliorent beaucoup. Sur les bateaux de cabotage, sur ceux qui vont et viennent entre Asie et Afrique, des Africains servent comme marins, à en croire au moins certaines peintures de manuscrits.

Plus de cinquante villes, du cap Gardafui à Sofala, manifestent la vitalité du phénomène urbain, avant même la venue des Arabes, en zone swahili. L'une des plus florissantes était Kilwa : des sources chinoises décrivent ses maisons de quatre ou cinq étages au 15<sup>e</sup> siècle. En effet, les Chinois, au 15<sup>e</sup> siècle, visitent en force cette côte africaine.

Dès le 6<sup>e</sup>-7<sup>e</sup> siècle peut-être, mention est faite de l'arrivée d'Africains en Chine. Des peintures de l'époque T'ang (7<sup>e</sup>-10<sup>e</sup> siècle) représentent déjà des Noirs d'Afrique dans des grottes bouddhiques et une compilation du 13<sup>e</sup> siècle mentionne probablement le pays des Swahili. Dès 1402, une carte coréenne donne du sud de l'Afrique une image proche de la réalité. Outre la traite des esclaves, les sources chinoises mentionnent quatre importants articles d'exportation de l'Afrique orientale : l'or, l'ambre, le bois de santal jaune et l'ivoire. ■

On sait par des sources chinoises qu'en 628, sous la dynastie T'ang, des envoyés officiels de pays d'Afrique noire sont arrivés en Chine avec des parfums et de l'ivoire. Leur représentation apparaît notamment dans les grottes ornées de Dunhuang (5<sup>e</sup>-10<sup>e</sup> siècle), un des sommets de l'art bouddhique. Parmi les diverses populations qu'on voit sur cette peinture d'une paroi évoquant la « Lamentation auprès de Bouddha en nirvana », les chercheurs de l'Institut de Dunhuang voient dans le personnage à la peau sombre et aux cheveux bouclés (situé à l'extrême droite de la troisième rangée en partant du bas) la représentation imaginaire d'un Africain.

Photo © Pierre Colombeau, Paris

# Djenné-jeno,

**D**ES fouilles archéologiques menées en 1977 et 1981 sur l'ancien site de la ville de Djenné, au Mali, ont bouleversé la conception de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest qui prévalait jusqu'à présent en faisant reculer de près d'un millénaire la date de l'apparition de cette cité qui fut l'un des centres commerciaux les plus florissants de cette région.

Djenné-jeno (« Djenné l'ancienne » en songhaï) est située à 3 km au sud de l'actuelle Djenné, dans le delta intérieur du Niger, dans une plaine inondée chaque année, riche en poissons, en céréales (en particulier en riz et en millet) et en bétail.

La production alimentaire était très abondante dans l'arrière-pays et servait notamment à approvisionner la population de Tombouctou, plus au nord, à laquelle Djenné-jeno était reliée par un réseau de 500 km de voies navigables. Et la route de l'or (qui venait de la partie forestière de l'ouest africain) passait par ces deux villes avant de traverser le Sahara pour atteindre l'Afrique du Nord.

Jusqu'à ces fouilles, dirigées par les archéologues américains Roderick J. McIntosh et Susan Keech McIntosh, il était le plus souvent admis que Djenné s'était développée parallèlement à Tombouctou (née vers 1100) vers le milieu du 13<sup>e</sup> siècle, dans le cadre du commerce transsaharien.

En procédant à une série de fouilles sur le site principal, un *tell* (colline artificielle formée par la superposition des ruines et des vestiges) de 33 ha, et à une reconnaissance extensive des sites environnants sur 1 100 km<sup>2</sup>, les archéologues ont apporté la preuve que Djenné-jeno était déjà habitée au 3<sup>e</sup> siècle avant J.-C. par une population qui travaillait le fer et pratiquait le commerce. Dès 800 après J.-C., il s'agissait d'une cité cosmopolite et prospère dont la population atteignait presque 10 000 habitants.

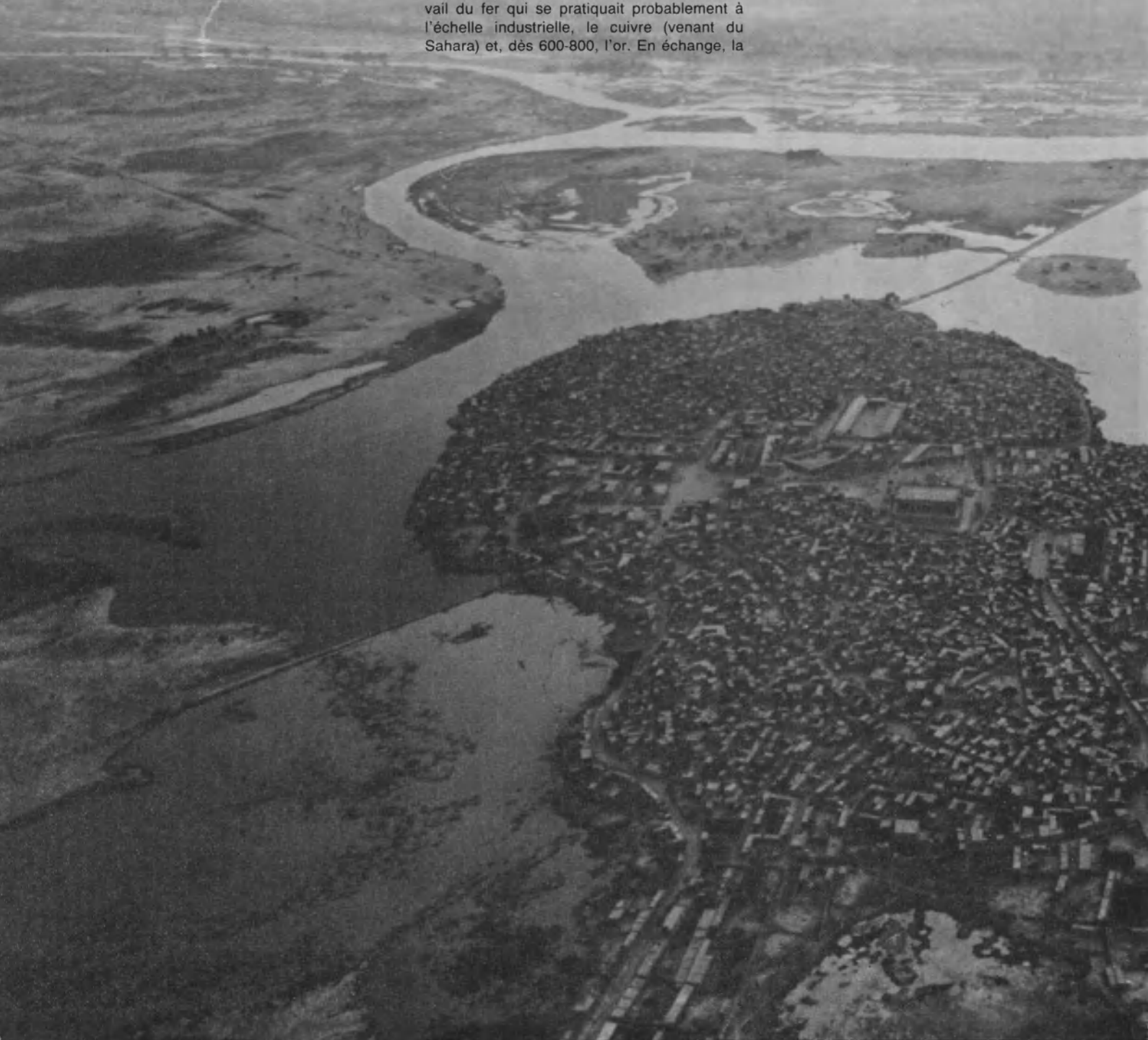
Les échanges commerciaux avec l'extérieur ont donc commencé très tôt et n'ont cessé de s'élargir et de se diversifier au fil des siècles. Djenné-jeno importait de très loin la pierre qui lui manquait, le minerai (latérite) servant au travail du fer qui se pratiquait probablement à l'échelle industrielle, le cuivre (venant du Sahara) et, dès 600-800, l'or. En échange, la

riche cité fournissait toutes sortes de produits et de denrées, notamment du riz (ainsi le riz africain, *oryza glaberrima*, était-il déjà cultivé au 1<sup>er</sup> siècle à Djenné-jeno), du poisson et de l'huile de poisson.

La combinaison d'une production alimentaire et d'un artisanat de base fut la clé du succès de la communauté. En l'an 50 de notre ère, l'habitat s'étendait sur 12 ha et, en 300, sur environ 25 ha. En 750, la ville avait atteint sa superficie maximale (33 ha) et était entourée d'un mur long d'environ 2 km, large de 3,6 m et haut de 4 m ou plus.

A son apogée (entre 750 et 1150) Djenné-jeno et ses villages avoisinants comptaient près de 20 000 habitants et la densité de l'habitat dans son arrière-pays était dix fois supérieure à celle d'aujourd'hui.

Le déclin de la ville s'amorça sans doute vers 1200. L'abandon de Djenné-jeno, vers 1400, au profit du site de l'actuelle Djenné, s'explique peut-être par le désir de la nouvelle élite commerçante musulmane de changer de capitale.



# cité bimill naire

Les découvertes de Djenné-jeno, avec d'autres (notamment les bronzes du 8<sup>e</sup> siècle de Igbo-Ikwu, au Nigéria), ouvrent des perspectives considérables. L'on sait désormais de façon sûre qu'il existait, en Afrique de l'Ouest, un commerce à longue distance et un urbanisme avancé dès le premier millénaire de notre ère. L'on sait aussi que Djenné-jeno, dans la fondation des grandes voies de commerce entre le Sahara et la boucle du Niger, a joué un rôle central, fondateur, et n'a nullement été, comme on le croyait, un  pigone du commerce transsaharien du sel et de l'or.

Les établissements urbains du delta inférieur du Niger prennent ainsi place aujourd'hui parmi le corpus des grandes civilisations connues dans le monde.



Tableau   National Geographic Magazine, Washington, D.C.

*Serrées les unes contre les autres, les maisons de la ville moderne de Djenné (  gauche sur la photo aérienne) dominent l'étendue d'eau du delta intérieur du Niger, au Mali. A trois kilomètres de distance, sur une longue butte de forme elliptique (en haut à droite) se trouve le site de l'ancienne Djenné (« Djenné-jeno »). Ci-contre, objets découverts par les archéologues depuis 1977 et qui confirment l'essor de Djenné-jeno des siècles avant l'époque à laquelle on situait l'urbanisme en Afrique occidentale. Photo en médaille : tandis qu'un troupeau de bovins passe au dessus d'eux, des ouvriers dégagent les fondations circulaires d'une maison faite de terre séchée et de chaume.*

**DJENNE-JENO**



Photos Michael et Aubine Kirtley   ANA, Paris

## Le défi colonial *par Albert Adu Boahen*

**J**AMAIS, dans l'histoire de l'Afrique, des changements ne se sont succédé avec une aussi grande rapidité que pendant la période qui va de 1880 à 1935. A vrai dire, les changements les plus importants, les plus spectaculaires, les plus tragiques aussi, ont eu lieu dans un laps de temps beaucoup plus court qui va de 1880 à 1910, période marquée par la conquête et l'occupation de la quasi-totalité du continent africain par les puissances impérialistes, puis par l'instauration du système colonial. Quant à l'étape suivante, elle est essentiellement caractérisée par la consolidation et l'exploitation du système.

Le développement rapide de ce drame a de quoi surprendre. En 1880 encore, en Afrique occidentale, les régions sous la domination directe des Européens se limitaient aux zones côtières et insulaires du Sénégal, à la ville de Freetown et à ses environs, aux régions méridionales de la Côte de l'Or (Ghana), au littoral d'Abidjan en Côte d'Ivoire et de Porto-Novo au Dahomey (Bénin), à l'île de Lagos. En Afrique du Nord, les Français n'avaient alors colonisé que l'Algérie. Dans toute l'Afrique orientale, pas un seul pouce de terrain n'était tombé aux mains d'une puissance européenne, tandis que dans toute l'Afrique centrale les Portugais n'exerçaient leur pouvoir que sur quelques bandes côtières du Mozambique et de l'Angola. Ce n'est qu'en Afrique du Sud que la domination étrangère était, non seulement fermement implantée, mais s'était même considérablement étendue à l'intérieur des terres.

En 1880, sur une superficie atteignant environ 80% de son territoire, l'Afrique est gouvernée par ses propres rois, reines, chefs de clan et de lignage, dans des empires, des royaumes, des communautés et des unités d'importance et de nature variées.

Or, dans les trente années qui suivent, on assiste à un bouleversement extraordinaire, pour ne pas dire radical, de cette situation. En 1914, à la seule exception de l'Ethiopie et du Libéria, l'Afrique tout entière est soumise à la domination des puissances européennes.

*On trouvera dans les pages suivantes de ce numéro du Courrier de l'Unesco des extraits de six chapitres du volume VII, L'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935, de l'Histoire générale de l'Afrique de l'Unesco. Ce volume VII, dont le directeur est le professeur Albert Adu Boahen, sera publié cette année en français en coédition par l'Unesco et l'éditeur « Jeune Afrique ».*

Quelle est l'attitude des Africains devant l'irruption du colonialisme ? La réponse est sans équivoque : à une majorité écrasante, les autorités et les responsables africains sont violemment hostiles à ce changement, se déclarent résolus à conserver leur souveraineté et leur indépendance.

Lorsque les Français envahissent son territoire (Sénégal actuel) et lui demandent, en 1883, l'autorisation de construire un chemin de fer qui traverserait son pays, le damel du Kajoor, Lat Dior, écrit aux autorités françaises : « Tant que je vivrai, sache-le bien, je m'opposerai de toutes mes

forces à l'établissement de ce chemin de fer... C'est pourquoi, chaque fois que je recevrai de toi une lettre relative au chemin de fer, je te répondrai toujours non, non, et je ne te ferai jamais d'autre réponse. Quand bien même je dormirais, mon cheval Malaw te ferait la même réponse ».

Machemba, chef Yao du Tanganyika (dans l'actuelle République-Unie de Tanzanie), déclare au commandant von Wissmann en 1890 : « J'ai prêté l'oreille à votre message sans trouver de raison de vous obéir ; je préférerais mourir auparavant. (...) Si c'est l'amitié que vous désirez, alors



# coloniale, 1880-1935

je suis prêt à vous l'offrir, aujourd'hui et toujours ; mais, quant à être votre sujet (...), je ne puis m'y résoudre (...). Si c'est la guerre que vous désirez, je suis prêt, mais être votre sujet, jamais ! Je ne me jette pas à vos pieds, car vous êtes une créature de Dieu tout comme moi (...). Je suis sultan ici sur ma terre. Vous êtes sultan là-bas sur la vôtre. Pourtant, vous voyez, je ne vous dis pas que vous devez m'obéir, car je sais que vous êtes un homme libre. Quant à moi, je n'irai pas jusqu'à vous, et, si vous êtes suffisamment fort, venez me chercher ».

En 1894, Hendrik Wittboi, l'un des souverains que compte l'Afrique du Sud-Ouest à l'époque, déclare aux Allemands : « Le Seigneur a établi divers royaumes sur la terre. C'est pourquoi je crois fermement que je ne commets ni un péché ni une faute à vouloir rester le chef souverain de ma terre et de mes sujets ».

Au Mozambique, le makombe (chef) Hanga tient également les propos suivants en 1895 à un visiteur blanc : « Je vois comment les Blancs pénètrent de plus en plus en Afrique ; de toutes parts, autour de mon pays, les sociétés sont au travail. Il faudra que mon pays aussi adopte ces réformes, et je suis prêt à l'y conduire. J'aimerais aussi voir de bonnes routes et de bonnes voies ferrées. Mais mes ancêtres étaient makombe, et makombe je veux rester ».

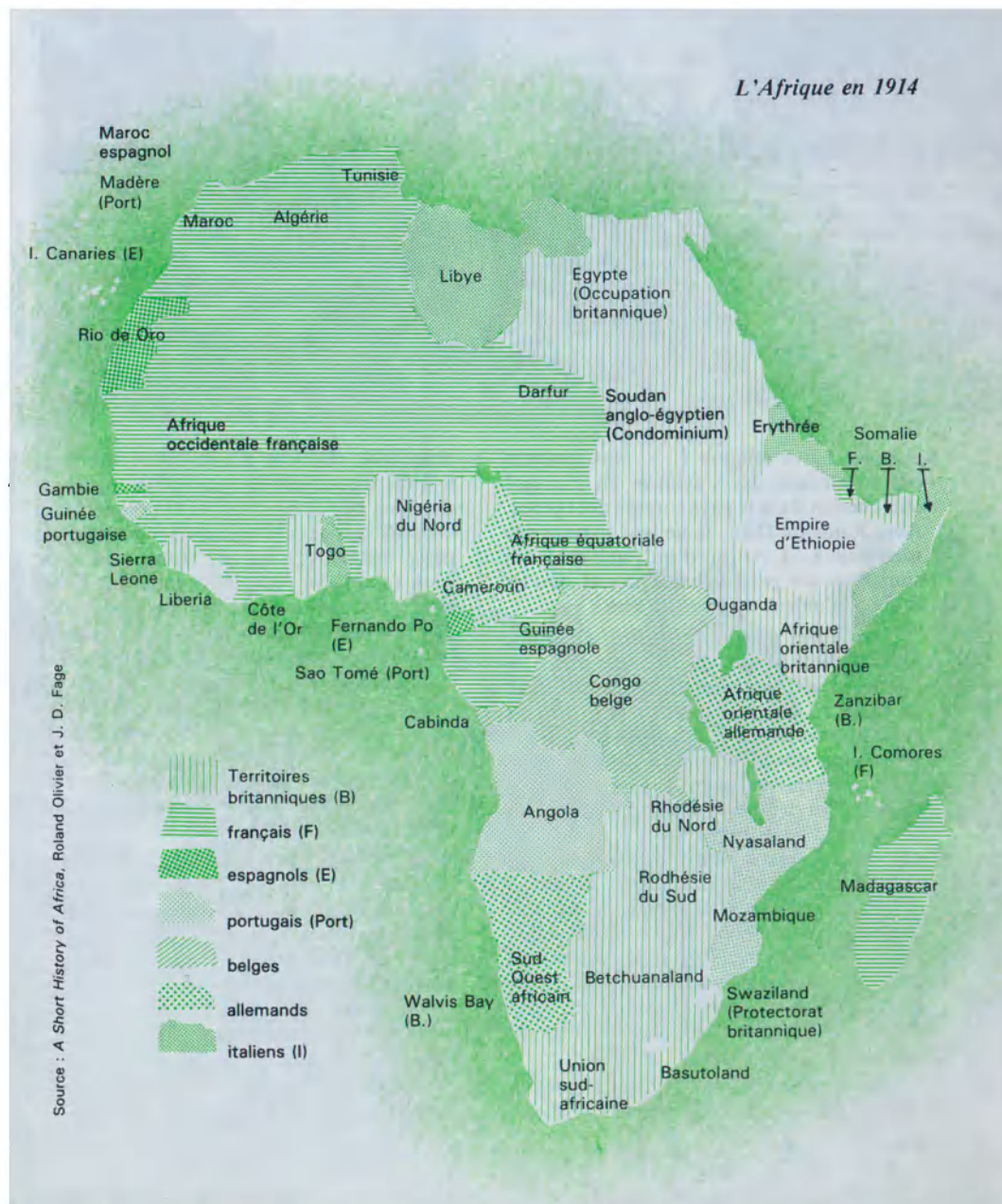
En 1895, Wobogo, le moro naba ou roi des Mossi, déclare au capitaine français Destenave : « Je sais que les Blancs veulent me tuer afin de prendre mon pays et, cependant, tu prétends qu'ils m'aideront à l'organiser. Moi je trouve que mon pays est très bien comme il est. Je n'ai pas besoin d'eux. Je sais ce qu'il me faut, ce que je veux : j'ai mes propres marchands ; estime-toi heureux que je ne te fasse pas trancher la tête. Pars immédiatement et surtout ne reviens jamais plus ici. »

L'un des plus fascinants de tous les témoignages est l'appel émouvant lancé en avril 1891 par Menelik, empereur d'Ethiopie, à Victoria, reine de Grande-Bretagne. Dans son message, Menelik définit tout d'abord les frontières qui étaient alors celles de l'Ethiopie, déclare son intention de rétablir les « anciennes frontières de l'Ethiopie », et ajoute : « Je n'ai pas la moindre

intention de rester un spectateur indifférent, au cas où il viendrait à l'idée des puissances lointaines de diviser l'Afrique, car l'Ethiopie est depuis quatorze siècles un îlot chrétien dans une mer païenne. Le Tout-Puissant ayant protégé l'Ethiopie jusqu'à présent, j'ai le ferme espoir qu'Il continuera à la soutenir et à l'agrandir ; aussi je ne pense par un seul instant qu'Il permettra que l'Ethiopie soit divisée entre les autres Etats. Autrefois, les frontières de l'Ethiopie s'étendaient jusqu'à la mer. N'ayant pas recouru à la force, ni bénéficié de l'aide des chrétiens, nos frontières maritimes sont tombées aux mains des musulmans. Nous

n'avons pas aujourd'hui la prétention de pouvoir recouvrer nos frontières maritimes par la force, mais nous espérons que les puissances chrétiennes, inspirées par notre Sauveur Jésus-Christ, nous les rendront ou nous accorderont tout au moins quelques points d'accès à la mer ».

Quand, malgré cet appel, les Italiens montent leur campagne contre l'Ethiopie avec la connivence de la Grande-Bretagne et de la France, Menelik lance à nouveau en septembre 1895 un ordre de mobilisation dans lequel il déclare : « Des ennemis viennent maintenant s'emparer de notre pays et



**ALBERT ADU BOAHEN**, du Ghana, est professeur et chef du département d'histoire à l'Université de Legon, au Ghana. Il est un spécialiste de l'histoire coloniale de l'Afrique de l'Ouest, sujet sur lequel il a écrit de nombreux articles et publications.



Photo © Roger Viollet, Paris

*Né en 1844 à Ankober, dans le centre de l'Ethiopie, Menelik II fut l'un des plus grands souverains d'Ethiopie et, parmi les chefs de la résistance africaine à l'invasion coloniale, celui qui obtint le plus de succès. En 1865 il devint le roi de Shewa et reçut en 1889 la couronne impériale. Il intégra à ses domaines, d'abord comme roi puis comme empereur, de vastes portions de l'Ethiopie du Sud et engagea un ample programme de modernisation. Il fut assez avisé pour équiper ses troupes d'armes modernes, ce qui lui permit de résister à l'invasion des Italiens auxquels il infligea une défaite décisive en 1896 à la bataille d'Adowa, l'une des grandes batailles de l'histoire de l'Afrique. Il mourut en décembre 1913, après avoir réussi à préserver l'indépendance territoriale et politique de son pays face aux assauts du colonialisme européen.*

► changer notre religion (...). Nos ennemis ont commencé par s'avancer en creusant leur chemin dans le pays comme des taupes. Avec l'aide de Dieu, je ne leur livrerai pas mon pays (...). Aujourd'hui, que ceux qui sont forts me prêtent leur force et que les faibles m'aident de leurs prières ! ».

Il est clair, d'après toutes ces citations, que ces chefs avaient la certitude d'être en mesure d'affronter les envahisseurs européens, et ce, à juste titre. La plupart de ces chefs n'étaient parvenus à édifier leurs vastes empires que quelques décennies auparavant, et certains étaient même encore en train d'élargir ou de faire renaître leur royaume. Plusieurs d'entre eux avaient pu défendre leur souveraineté, soutenus par leurs sujets, en utilisant les armes et les tactiques traditionnelles qui avaient fait leurs preuves. Certains, comme Samori Touré, à la tête de l'empire manding et Menelik en Ethiopie, avaient même réussi à moderniser leur armée. En outre certains pensaient pouvoir déjouer les plans des envahisseurs par la voie diplomatique.

Il est également évident, à la lecture de certaines de ces citations, que de nombreux

dirigeants africains accueillent, en fait, très favorablement les innovations progressivement introduites depuis le premier tiers du siècle, car ces changements n'avaient fait peser jusqu'alors aucune menace sur leur souveraineté et leur indépendance. C'est ainsi qu'en Afrique occidentale les missionnaires avaient fondé, dès 1826, le Fourah Bay College, ainsi que des écoles primaires et deux écoles secondaires, l'une en Côte de l'Or et l'autre au Nigéria, dans les années 1870. Certains africains fortunés avaient commencé à envoyer leurs enfants en Europe dès 1887 pour y poursuivre des études supérieures et y recevoir une formation de très haut niveau.

Les Africains ne voyaient donc aucune nécessité de modifier radicalement leurs relations séculaires avec l'Europe, certains qu'ils étaient que, si les Européens voulaient leur imposer de force des changements et s'avancer à l'intérieur des terres, ils seraient toujours capables de leur barrer la route, comme ils avaient pu le faire depuis deux ou trois siècles.

Néanmoins, un fait avait échappé aux Africains : en 1880, grâce au développe-

ment de la révolution industrielle en Europe et aux progrès techniques qu'elle avait entraînés — invention du bateau à vapeur, du chemin de fer, du télégraphe et, surtout, de la mitrailleuse, le temps du libre-échange et du contrôle politique officieux avait cédé le pas, pour emprunter les mots de Basil Davidson, à l'« ère du nouvel impérialisme et des monopoles capitalistes rivaux ».

En outre, les dirigeants africains ignoraient que les fusils qu'ils avaient utilisés et stockés jusqu'alors — les mousquets que l'on chargeait par le canon — étaient totalement démodés et qu'ils ne pouvaient soutenir la comparaison avec les nouveaux fusils des Européens, que l'on chargeait par la culasse.

Les conséquences furent tragiques. Tous les chefs que nous avons cités, à l'exception d'un seul, furent vaincus. Seul Menelik réussit à vaincre les envahisseurs italiens et à préserver ainsi sa souveraineté et son indépendance.

Albert Adu Boahen



# Le partage

par Godfrey N. Uzoigwe

**M**ALGRE l'influence considérable qu'exerçaient, à la fin du troisième quart du 19<sup>e</sup> siècle, les puissances européennes française, anglaise, portugaise et allemande et les intérêts commerciaux qu'elles y détenaient dans différentes régions de l'Afrique, leur mainmise politique y demeurerait extrêmement limitée.

L'Allemagne et, surtout, la Grande-Bretagne exerçaient à leur gré leur influence fructueuse, et aucun homme d'Etat avisé n'aurait spontanément choisi d'engager des dépenses et de s'exposer aux risques imprévus d'une annexion dans les règles alors qu'ils retiraient des avantages identiques d'un contrôle occulte.

Mais ce comportement commença à évoluer à la suite de trois événements importants qui se produisirent durant la période 1876-1880.

Le premier fut la convocation, par Léopold, le roi des Belges, de la Conférence de géographie de Bruxelles, en 1876, qui déboucha sur la création de l'Association internationale africaine et le recrutement de H.M. Stanley en 1879 pour explorer les Congo sous le couvert de l'association. Ces mesures amenèrent la création de l'Etat libre du Congo, dont la reconnaissance par toutes les nations européennes fut obtenue par Léopold avant-même la fin des délibérations de la Conférence de Berlin sur l'Afrique occidentale.

Les activités du Portugal à partir de 1876 constituèrent le deuxième événement. Vexé

de n'avoir été invité à la Conférence de Bruxelles qu'à la dernière minute, ce pays lança cette année-là une série d'expéditions qui conduisirent, en 1880, à l'annexion par la couronne portugaise des domaines des planteurs afro-portugais du Mozambique, jusque-là quasi indépendants.

Le troisième et dernier événement, ou déclic, que l'on enclencha pour parachever le partage fut sans aucun doute l'esprit expansionniste qui caractérisa la politique française entre 1879 et 1880 et qui se manifesta par sa participation au condominium franco-anglais d'Egypte (1879), par l'envoi de Savorgnan de Brazza au Congo, par la ratification de traités avec le chef des Bateke, Makoko, et par le renouveau de l'initiative coloniale française à la fois en Tunisie et à Madagascar.

L'action de la France et du Portugal entre 1876 et 1880 montra clairement que ces puissances étaient dorénavant impliquées dans l'expansion coloniale et l'instauration d'un contrôle formel en Afrique, ce qui obligea finalement la Grande-Bretagne et l'Allemagne à abandonner leur théorie favorite d'une influence occulte pour un contrôle affirmé qui les conduisit à annexer des territoires de l'Est, de l'Ouest et du Sud africain à partir de 1883.

Au début des années 1880, le partage battait son plein et le Portugal, craignant d'être évincé d'Afrique, proposa de convoquer une conférence internationale afin de débrouiller l'écheveau des litiges territoriaux dans la zone du centre de l'Afrique.

L'idée d'une conférence internationale qui permettrait de résoudre les conflits territoriaux engendrés par les activités des pays européens dans la région du Congo fut lancée par le Portugal et reprise plus tard par Bismarck. La conférence se déroula à Berlin, du 15 novembre 1884 au 26 novembre 1885. A l'annonce de cette conférence, la ruée s'intensifia. La conférence ne discuta sérieusement ni de la traite des esclaves ni des grands idéaux humanitaires qui étaient censés l'avoir inspirée. On adopta néanmoins des résolutions vides de sens concernant l'abolition de la traite des esclaves et le bien-être des Africains.

Initialement, le partage de l'Afrique ne faisait pas partie des objectifs de cette conférence. Elle aboutit pourtant à répartir des territoires et à dicter des résolutions concernant la libre navigation sur le Niger, la Bénoué et leurs affluents. Elle établit aussi les « règles à observer dorénavant en matière d'occupation des territoires sur les côtes africaines. »

*Des représentants de 15 nations participèrent à la Conférence d'Afrique occidentale, réunie à Berlin en novembre 1884 et où furent fixées « les règles à observer dorénavant en matière d'occupation des territoires sur les côtes d'Afrique »*

**GODFREY N. UZOIGWE**, du Nigéria, est professeur d'histoire à l'Université du Michigan, Ann Arbor, Etats-Unis. Spécialiste de l'histoire de l'Afrique de l'Est et, en particulier, de l'ancien royaume du Bunyoro en Ouganda, il est l'auteur de diverses études et publications sur l'histoire africaine.



► En vertu de l'article 34, toute nation européenne qui, dorénavant, prendrait possession d'un territoire sur les côtes africaines ou y assumerait un « protectorat » devait en informer les membres signataires de l'Acte de Berlin pour que ses prétentions fussent ratifiées. C'est ce que l'on a appelé la doctrine des sphères d'influence, à laquelle est lié l'absurde concept d'hinterland. Ce dernier fut interprété de la façon suivante : la possession d'une partie du littoral entraînait celle de l'hinterland, sans limite territoriale vers l'intérieur.

L'article 35 stipulait que l'occupant de ces territoires côtiers devait aussi être en mesure de prouver qu'il exerçait une « autorité » suffisante « pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle serait stipulée ». C'était là la doctrine dite de « l'occupation effective », qui allait faire de la conquête de l'Afrique l'aventure meurtrière que l'on verra.

De fait, en reconnaissant l'Etat libre du Congo, en permettant à des négociations territoriales de se dérouler, en posant les règles et les modalités de l'appropriation « légale » du territoire africain, l'Europe s'arrogeait le droit d'entériner le principe du partage et de la conquête d'un continent.

Pareille situation est sans précédent dans l'histoire : jamais les nations d'un continent ne s'étaient enhardies au point de proclamer leur droit à négocier le partage et l'occupation d'un autre continent. Pour l'histoire de l'Afrique, c'était là le résultat essentiel de la conférence. Dire que, contrairement à ce que l'on croit en général,

celle-ci n'a pas dépecé l'Afrique n'est vrai que si l'on se place sur le plan purement technique — de toutes façons, là n'est pas le problème. Des appropriations de territoires ont eu lieu dans le cadre de la conférence, et la question des acquisitions à venir était clairement évoquée dans sa résolution finale. En fait, c'est dès 1885 que fut esquissé le partage définitif de l'Afrique.

Avant l'Acte de Berlin, une sphère d'influence en Afrique s'obtenait de diverses façons : installation d'une colonie, exploration, création de comptoirs, occupation de régions stratégiques ou traités avec des chefs africains. Après la conférence, les traités devinrent les instruments essentiels du partage de l'Afrique sur le papier. Ces traités étaient de deux types : les traités conclus entre Africains et Européens ; les traités bilatéraux conclus entre Européens. Les traités afro-européens se répartissaient en deux catégories. Il y avait d'abord les traités sur la traite des esclaves et le commerce, puis venaient les traités politiques, par lesquels les chefs africains apparaissaient comme renonçant à leur souveraineté en échange d'une protection ou de la promesse de ne signer aucun traité avec d'autres pays européens.

Les chefs africains convenaient de ces traités pour diverses raisons. Dans certains cas, ils souhaitaient nouer des relations avec les Européens dans l'espoir d'en tirer des avantages politiques par rapport à leurs voisins. Un souverain africain pouvait aussi souhaiter un traité en comptant l'utiliser pour maintenir dans l'obéissance des sujets récalcitrants. Parfois, un Etat africain en position de faiblesse signait un traité avec une puissance européenne en espérant pouvoir ainsi se libérer de son allégeance à un suzerain africain ou sauvegarder son indépendance menacée par une autre nation européenne.

Godfrey N. Uzoigwe

## Pages en couleur

### Page 19

En haut : portrait de Samori Touré par le peintre français Pierre Castagnez. Samori Touré fut l'un des grands chefs de la résistance africaine à l'époque coloniale. Chef de l'Empire manding, il s'opposa aux forces coloniales françaises pendant dix-sept ans environ avant d'être capturé et exilé au Gabon où il mourut en 1900 (voir article page 27).

Photo © Lauros-Giraudon, Paris

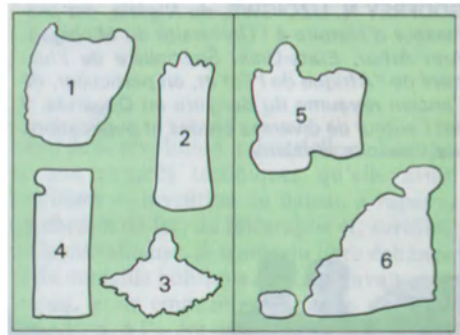
En bas : défilé lors de la Fête de l'indépendance à Dakar, au Sénégal.

Photo M. Renaudeau © Hoa-Qui, Paris

### Page 20

Cette tête d'homme en terre cuite (1), sculptée probablement entre le 12<sup>e</sup> et le 15<sup>e</sup> siècle (hauteur : 17,5 cm) témoigne de la perfection atteinte par la statuaire d'Ifé (sud-ouest de l'actuel Nigéria). A ce visage au traitement naturaliste s'oppose la représentation très stylisée, également en terre cuite, d'une tête humaine (2) où n'apparaissent que les cheveux ou la coiffe, les yeux et la bouche. On a rattaché cette figurine cylindrique à une phase ancienne de l'art d'Ifé, mais il semble qu'elle a été faite entre le 12<sup>e</sup> et le 15<sup>e</sup> siècle (hauteur : 19,2 cm). L'art du bronze d'Igbo-Ikwu (sud-est du Nigéria), d'une extrême originalité, remonte au 9<sup>e</sup> siècle. Il se distingue nettement, malgré d'indéniables points communs, des bronzes plus tardifs d'Ifé et du Bénin, comme l'atteste ce pendentif en bronze (3) ayant la forme de deux œufs et orné de chaînettes, de verroteries et de clochettes (hauteur : 21,6 cm). Cette plaque en bronze (4), haute de 47 cm, date probablement du 16<sup>e</sup> siècle, époque de grande fécondité pour l'art du Bénin (15<sup>e</sup>-18<sup>e</sup> siècle). Le personnage qui apparaît, dans une composition très stylisée de la tête, des bras et des jambes, représenterait le « messager de la mort ». (Pour les sculptures d'Ifé, d'Igbo-Ikwu et du Bénin ainsi que de Nok, voir l'article de la page 4).

Photos © André Held, Ecublens, Suisse



### Page 21

Ces trois statuettes furent découvertes, avec beaucoup d'autres, lors des fouilles récentes de Djenné-jeno (« Djenné l'ancienne ») au Mali. Les figurines en position agenouillée (5), sont peut-être des esprits d'ancêtres et (6) la magnifique statuette androgyne (hauteur : 32 cm), a peut-être une signification religieuse. Des serpents s'enroulent autour du cou et d'un bras ; la tête et le buste furent trouvés ensemble, mais il n'est pas certain qu'ils concordent. La découverte de Djenné-jeno a été l'un des événements les plus marquants de l'archéologie africaine de ces dernières années et les fouilles du site ont jeté un éclairage nouveau et décisif sur l'histoire ancienne de l'Afrique (voir pages 12 et 13).

Photos Michael et Aubine Kirtley © ANA, Paris

Relief du palais royal du Dahomey (Bénin) montrant la supériorité des armes européennes.



Photo © Musée de l'Homme, Paris









I am  
 part of me  
 You are  
 part of me  
 We are  
 the people  
 We are  
 the majority  
 We were  
 the silent majority  
 No more  
 no more  
 no more  
 no more  
 no more  
 no more



Reimagined - artist  
 possible world. Though  
 of reality but in the  
 imagination, possible in the  
 real world.



**DEAD**

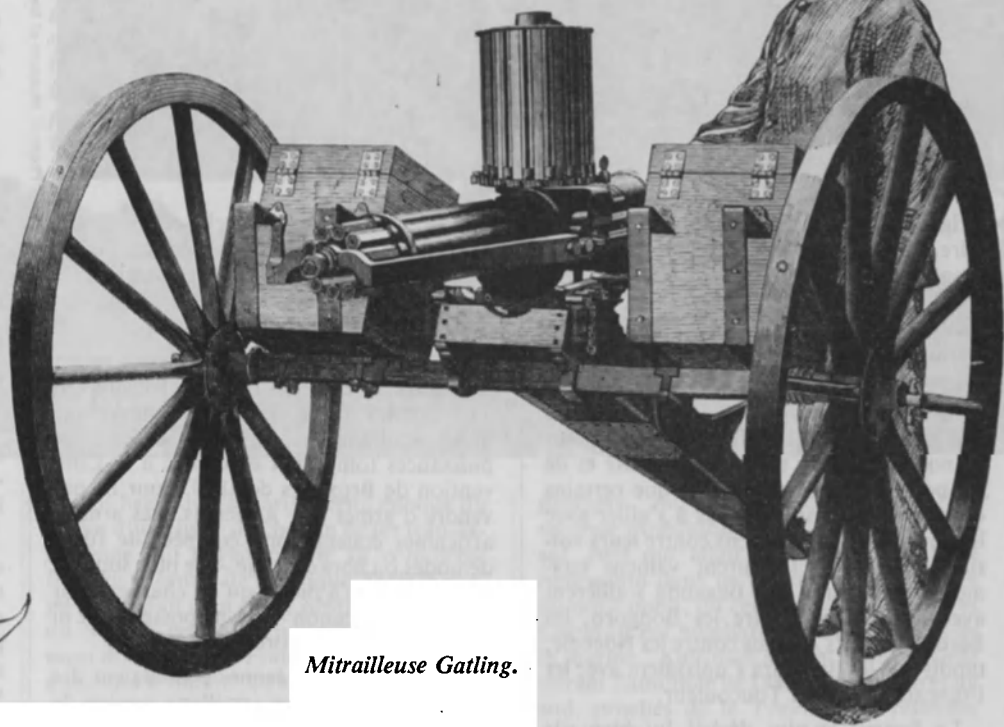
# Un combat inégal

par Godfrey N. Uzoigwe



Haches et couteaux de jet utilisés durant la guerre Ashanti de 1896.

Photo © The National Army Museum, Londres



Mitrailleuse Gatling.

Photo © BBC Hulton Picture Library, Londres

**L'**HISTOIRE de la conquête militaire de l'Afrique est l'épopée d'une résistance héroïque menée contre des forces énormes. C'est un combat où, à presque tous les égards, la balance penchait en faveur des envahisseurs européens.

En premier lieu, grâce aux activités des missionnaires et des explorateurs, l'Europe en 1880 savait plus de choses sur l'Afrique et l'intérieur du continent — l'aspect physique, le terrain, l'économie et les ressources, la force et la faiblesse de ses Etats et de ses sociétés — que l'Afrique n'en savait sur l'Europe.

En deuxième lieu, à cause des changements révolutionnaires survenus dans le domaine de la technologie médicale, et en particulier à cause de la découverte de l'emploi prophylactique de la quinine contre la malaria, l'Europe redoutait beaucoup moins l'Afrique qu'avant le milieu du 19<sup>e</sup> siècle.

En troisième lieu, les ressources matérielles et financières européennes l'emportaient largement sur celles de l'Afrique. Ainsi, tandis que l'Europe pouvait dépenser des millions de livres pour ses campagnes d'outre-mer, l'Afrique ne pouvait plus soutenir aucun conflit armé avec elle.

En quatrième lieu, tandis que la période qui suivit la guerre russo-turque de 1877-1878 fut marquée, selon l'historien britannique J. Holland Rose, par « une situation d'équilibre politique qui contribua à la paix et à l'immobilisme en Europe », la même période en Afrique fut marquée par des conflits et des rivalités interétatiques et intra-étatiques : Manding contre Toucouleur, Ashanti contre Fanti, Baganda contre Bunyoro, Batooro contre Bunyoro, Mashona contre Ndebele, etc.

Ainsi, tandis que l'Europe pouvait se concentrer militairement de manière presque exclusive sur ses activités impériales outre-mer, les pays et les Etats africains voyaient leurs forces paralysées par des luttes intestines. De plus, malgré leurs divisions, pendant l'ère du partage, et jusqu'en 1914, les puissances européennes résolurent leurs problèmes coloniaux sans recourir à la guerre, sauf dans le cas des Boers et des Anglais en Afrique du Sud.

Malgré une intense rivalité et de nombreuses situations de crise en Afrique, les puissances européennes impliquées dans le partage montrèrent un remarquable esprit de solidarité — qui non seulement prévint toute guerre entre elles, mais empêcha les

## Page en couleur

L'apartheid, l'idéologie officielle de l'Afrique du Sud fondée sur la suprématie blanche et la ségrégation raciale, trouve sa source dans la longue histoire d'une domination exercée par quelques minorités blanches sur une majorité noire. Ce collage, Livre sur l'Afrique du Sud, du peintre sud-africain Gavin Jantjes, figurait à l'exposition « Les artistes contre l'apartheid », qui a eu lieu à Paris en 1983 et était organisée par les Nations unies et le Comité des artistes du monde contre l'apartheid.

Photo © Artistes du monde contre l'apartheid, Paris

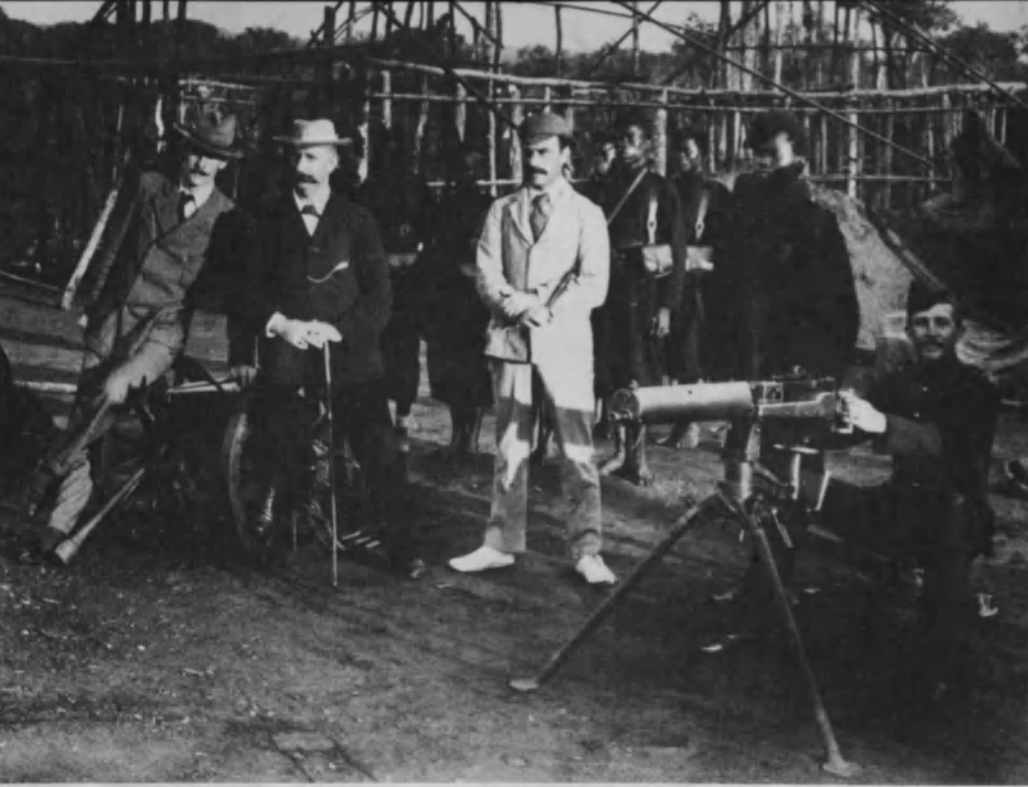


Photo © Museum of Mankind, Londres

*L'époque de la conquête coloniale de l'Afrique a coïncidé avec des progrès techniques dans l'armement qui allaient révolutionner la guerre et donner aux pays européens une puissance de feu d'une écrasante supériorité contre les combattants de la résistance africaine. L'apparition, dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, de fusils à culasse et de cartouches à douille métallique accrut la portée, la précision et la rapidité de tir du fantassin et annonça la fin de la cavalerie comme véritable force militaire. Plus saisissante encore apparaît l'évolution de la mitrailleuse avec, en particulier, l'invention des mitrailleuses Gatling (page précédente) en 1862, et Maxim (ci-contre) en 1883. Avec leurs vieux mousquets, leurs haches et leurs lances, les armées africaines, si nombreuses et si déterminées qu'elles fussent, ne pouvaient rivaliser avec les corps expéditionnaires européens, petits mais disciplinés, très entraînés et équipés de ces nouvelles armes meurtrières.*

► dirigeants et les communautés d'Afrique de faire jouer, de façon efficace, les pays européens les uns contre les autres. Pendant toute cette période, les puissances européennes agressèrent de concert les puissances africaines, et aucun pays d'Afrique ne fut jamais aidé par un pays européen.

La conduite des pays africains fut, au contraire, non seulement marquée par un manque global de solidarité, d'unité et de coopération, mais par le fait que certains d'entre eux n'hésitèrent pas à s'allier avec les envahisseurs européens contre leurs voisins — même s'ils furent vaincus eux-mêmes plus tard. Les Baganda s'allièrent avec les Anglais contre les Bongoro, les Barotse avec les Anglais contre les Ndebele, tandis que les Bambara s'unissaient avec les Français contre les Toucouleur.

Le facteur le plus décisif fut bien sûr l'écrasante supériorité logistique et militaire

de l'Europe. Alors que celle-ci employait des armées professionnelles bien entraînées, peu d'Etats africains entretenaient des armées permanentes, et encore moins disposaient de troupes professionnelles.

De plus, les Européens pouvaient engager des mercenaires et des recrues africains qui leur donnaient la supériorité numérique qu'ils souhaitaient. Surtout, les grandes puissances tombèrent d'accord, à la Convention de Bruxelles de 1890, pour ne pas vendre d'armes aux Africains. Les armées africaines étaient donc équipées de fusils démodés ou hors d'usage — le plus souvent des mousquets à pierre qu'on chargeait par la bouche du canon — et ne possédaient ni artillerie lourde ni forces navales.

Les armées européennes possédaient des armes ultra-modernes : artillerie, navires de guerre et fusils de haute précision, comme les carabines à répétition et, surtout, les

Gatling et les Maxim. Elles possédaient, vers la fin, des véhicules motorisés et des avions. Il est donc significatif que les deux chefs africains qui purent infliger quelques défaites aux Européens — Samori Touré et Menelik — étaient les seuls à avoir accès à ces armes de précision. La supériorité écrasante dont jouissait l'Europe sur l'Afrique a été résumée brièvement par le fameux couplet du poète anglais Hilaire Belloc : « Quoi qu'il arrive, nous avons la mitrailleuse, et eux non. »

Si l'on considère les avantages économiques, politiques, et surtout militaires et technologiques, de l'Europe, il est évident que la lutte était inégale, et il n'est pas surprenant que celle-ci ait pu vaincre l'Afrique avec une relative facilité. De fait, pour l'Europe, la conquête ne pouvait intervenir à un meilleur moment ; pour l'Afrique, ce moment ne pouvait être pire.

Godfrey N. Uzoigwe



*Un oba (roi) yorouba du 19<sup>e</sup> siècle, avec deux de ses généraux. Ils sont armés de fusils à pierre d'un modèle démodé.*



# Afrique du Nord : la longue lutte

par Abdallah Laroui



Un avion de reconnaissance laisse tomber des renseignements pour le réglage du tir dans un poste d'artillerie pendant la guerre du Rif, au Maroc.

**L**A poussée colonialiste du 19<sup>e</sup> siècle au Maghreb a cette particularité qu'elle fait suite aux croisades antérieures menées par les Européens.

Le gouvernement marocain s'oppose depuis quatre siècles aux Espagnols établis à Ceuta et Melilla. Il a toujours interdit à la population d'avoir avec eux le moindre contact, et c'est pour desserrer ce blocus que l'Espagne déclencha la guerre de 1859-1860 qui fut si désastreuse pour le Maroc. Avec la Baie de Rio de Oro dont l'occupation est notifiée le 26 décembre 1884 aux Puissances signataires de l'acte de Berlin sur le partage de l'Afrique en zones d'influence, l'Espagne possède à la fin du siècle trois points d'appui sur les côtes nord-africaines.

En 1880 et 1881, lorsque se réunit en deux sessions la conférence de Madrid sur la protection individuelle au Maroc, le Makhzen (le gouvernement du Maroc et, au sens large, l'élite politico-religieuse) fit une dernière tentative pour imposer sur le plan international son indépendance et sa souveraineté sur un territoire nettement délimité. Malgré le soutien anglais, la tentative échoua face à la coalition intéressée de la France, l'Espagne et l'Italie.

La France, qui un moment avait cru tout perdre au Maroc, posa immédiatement après la fin de ladite conférence le problème du groupe d'oasis du Touat. En effet, on

parlait beaucoup à Paris à cette époque du projet d'une ligne de chemin de fer transsaharienne qui devait ouvrir au commerce français le centre de l'Afrique. Mais le projet se heurtait à un grave obstacle : les oasis du Sahara central dépendaient politiquement du Maroc. La France essaya de gagner à ses vues le Sultan. Celui-ci, fort de l'appui anglais, rejeta les demandes françaises tout en renforçant sa présence administrative et politique au Touat.

Dans l'est du Maghreb, les Tunisiens avaient combattu depuis des siècles les Italiens comme les Marocains avaient combattu les Espagnols. L'Italie unifiée avait bien des visées sur la Régence de Tunis : elle y envoyait des immigrants, y investissait des capitaux, y propageait sa culture. Mais le véritable danger qui guettait la Tunisie venait de la France installée en Algérie depuis un demi-siècle déjà.

Le Sultan de Constantinople avait profité de ses mésaventures en Algérie pour remettre la Tripolitaine et la Cyrénaïque sous son administration directe et pour regagner son influence politique en Tunisie. Il existait un important sentiment pro-ottoman parmi l'élite de la régence. Le Bey, qui y voyait un danger pour ses prérogatives, estima de son intérêt de s'appuyer tour à tour sur l'Italie et la France. Cette ligne de conduite, plus ou moins volontaire, lui fut fatale. Lorsque le gouvernement français profita d'une situation diplomatique favorable pour attaquer le pays, le Bey se trouva isolé à l'intérieur et à l'extérieur et fut bien obligé de signer, le 12 mai 1881, un traité le mettant sous le protectorat de la France.

Cependant les populations du Sahel et de la capitale religieuse, Kairouan, se révoltèrent immédiatement dans l'espoir d'une

prompte intervention ottomane. Une seconde expédition française est alors mise sur pied qui allait rencontrer une forte opposition dans les régions montagneuses du nord-ouest, du centre et du sud. Sfax et Gabès furent bombardées par des unités de la marine ; Kairouan soutint un long siège durant l'automne de 1881 ; les territoires du sud, proches de la Tripolitaine, restèrent pendant longtemps zone d'insécurité.

L'Italie maintint ses prétentions sur le pays ; les Tunisiens ne pouvaient évidemment pas jouer cette carte-là. En revanche, ils restèrent fidèles à la souveraineté islamique ; les liens ne furent jamais tout à fait rompus avec Constantinople ; ce sera l'un des fondements du précoce nationalisme tunisien.

Jusqu'à l'accord général d'avril 1904 entre la France et l'Angleterre, chaque Puissance européenne intéressée par le Maghreb se contentait de rappeler ses revendications et à l'occasion prenait des gages territoriaux.

A la fin du règne de Hasan 1<sup>er</sup>, la guerre de 1893 permit à l'Espagne de consolider au Maroc ses gains de 1860 dans le voisinage de Melilla. Sept ans plus tard, à la fin de la régence du vizir Ba Ahmad, la France estima que le moment était favorable pour régler définitivement à son profit le problème du Touat. Sous le couvert d'une exploration scientifique, une forte expédition se rapproche peu à peu des oasis convoitées et, en décembre 1899, se présente devant In Salah et exige une reddition immédiate. Le caïd de la localité, nommé par le sultan du Maroc, entouré de soldats du makhzen et aidé par les chérifs du lieu, oppose une farouche résistance. Après de sanglantes batailles, comme celle d'In Ghar

ABDALLAH LAROUÏ, du Maroc, est professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'Université de Rabat. Spécialiste de l'histoire du Maghreb, il est l'auteur de nombreuses publications sur l'histoire de l'Afrique du Nord au 19<sup>e</sup> siècle.

► le 27 décembre 1899, où l'issue ne faisait pas de doute, en raison de la disproportion des forces en présence, tout le pays des oasis est conquis, le dernier combat ayant lieu à Talmine en mars 1901.

L'Angleterre et l'Allemagne, alertées par le jeune sultan 'Abd al-'Aziz, lui conseillent d'accepter le fait accompli ; ce qu'il fit en signant sous la contrainte le protocole du 20 avril 1902. Il tenta cependant, en échange de cette concession majeure, de faire préciser la ligne de démarcation au sud et à l'est entre le Maroc, d'une part, et les possessions françaises, de l'autre, sans résultat, car la France tenait à l'imprécision qui lui ouvrait la perspective d'autres conquêtes.

La perte du Touat fut une des raisons majeures de la désagrégation de l'autorité sultanienne qui alla crescendo jusqu'en 1911. Le makhzen savait que la France visait à encercler le Maroc pour l'isoler et l'assujettir ; il savait aussi que l'Angleterre ne s'opposait plus aux visées françaises. Les réformes intérieures qu'il avait introduites pour renforcer l'armée et l'administration n'avaient pas donné les résultats souhaités. Il ne comptait plus alors que sur l'aide diplomatique de l'Allemagne qui soutint en effet l'indépendance marocaine jusqu'en novembre 1911, date à laquelle elle signa avec la France un accord par lequel elle laissait à

celle-ci les mains libres au Maroc en échange de compensations en Afrique équatoriale.

Ayant toujours refusé de délimiter la frontière avec le Maroc au-delà de l'oasis de Figuig, la France poursuivit une politique de lent grignotage. Remontant la vallée de la Saoura, ses forces occupent peu à peu le territoire situé entre les oueds Gir et Zousfana, sous le prétexte de mettre fin au désordre et à l'insécurité et permettre au commerce frontalier de s'épanouir. Le gouvernement français proposait d'ailleurs au makhzen de partager avec lui les revenus de la douane. Il obtint satisfaction en mars 1910.

Plus au sud, la France avait imposé son protectorat sur les émirs des Trarzas et Braknas. Puis, en 1905, un spécialiste des affaires maraboutiques venu d'Algérie, Xavier Coppolani, inaugure sa politique de « pénétration pacifique » qui consiste à entrer en contact direct avec les chefs de tribus et de confréries pour les gagner à l'influence française. Il trouve en face de lui un adversaire de taille, le cheikh Ma' al-Aynayn, qui, depuis plus de trente ans, faisait figure de représentant du sultan du Maroc. Alerté, le sultan Moulay 'Abd al-'Aziz envoie sur place son oncle Moulay Idris. Celui-ci galvanise les forces de résistance ; entre temps, le camp de Coppolani,

installé à Tidjikdja, est attaqué en avril 1905 ; l'apôtre de la pénétration pacifique est tué.

La France, profitant de la crise interne qui secoue le Maroc, exige le rappel de Moulay Idris et l'obtient en janvier 1907, mais la résistance ne cesse pas pour autant. Une forte expédition dirigée par le colonel Gouraud monte vers le nord ; elle subit un grave revers à al-Moynam le 16 juin 1908 ; elle réussit néanmoins à entrer à Atar le 9 janvier de l'année suivante. Le cheikh Ma'al-Aynayn se retire avec ses adeptes dans la Saquia al-Hamra' d'où ses forces continuent à harceler Français et Espagnols jusqu'en 1933.

Durant la même époque, l'Espagne avance à l'ombre de la France. Lorsque celle-ci occupe Chenguit, celle-là sort de son établissement de la baie de Rio de Oro ; elle organise en 1906 les troupes d'intervention sahariennes qui pénètrent trente kilomètres à l'intérieur des terres. Au nord, les Espagnols attendent que les Français entrent à Ouadja en 1907 pour monter une expédition de 45 000 hommes qui part en septembre 1909 à la conquête du Rif. A quoi les populations galvanisées par l'appel du cheikh Ameziyan au djihad (la guerre sainte) opposent une résistance farouche qui ne s'éteindra qu'en 1926.

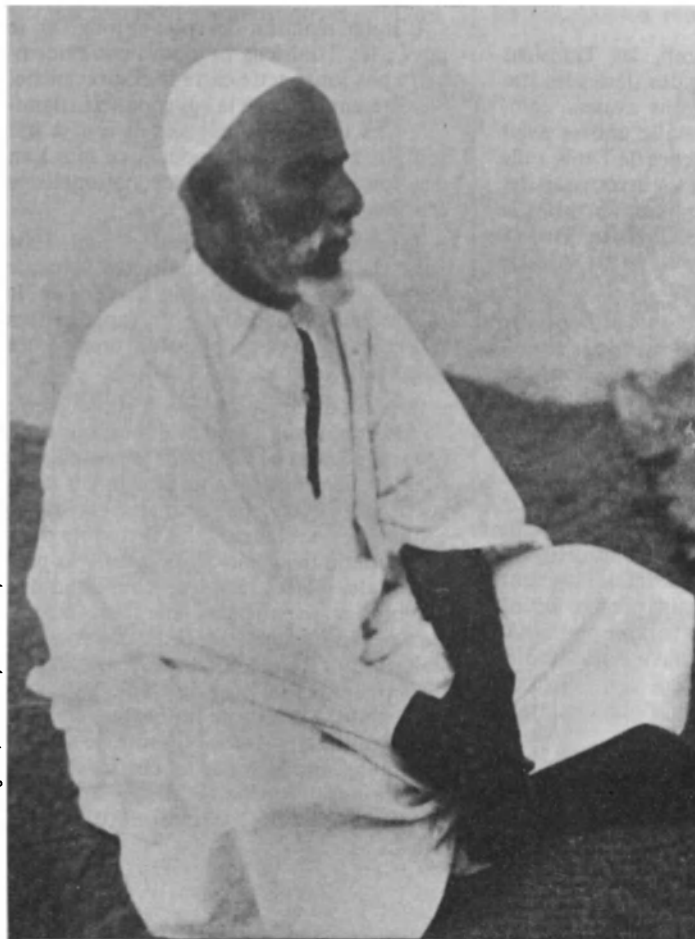
Abdallah Laroui

### *L'occupation italienne de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine*

*Le mouvement colonial italien visait directement la Cyrénaïque et la Tripolitaine, régions contrôlées par les Ottomans. Le 28 septembre 1911, l'Italie présenta à Constantinople un ultimatum où elle se plaignait de l'incurie des Ottomans et, en octobre, débarquait des troupes à Tripoli, Benghazi, Homs et Tobrouk. Les Turcs durent bientôt se retirer du pays, mais les Italiens ne par-*

*vinrent pas à soumettre la population locale, regroupée sous la bannière de Ahmad al-Sharif (ci-dessous à droite), chef spirituel de la communauté de frères musulmans appelée Sanusiyyah. En 1913, les Italiens attaquèrent les forces de Ahmad al-Sharif au sud de Derna, mais, le 16 mai, ils subirent une écrasante défaite à la bataille de -Yawm al-Djuma. La résistance des*

*Sanusiyyah continua pendant deux décennies, notamment sous la direction de Umar al-Mukhtar (ci-dessous à gauche). Malgré les mesures très sévères que prirent les Italiens, comme l'internement de la population entière dans des camps, cette résistance ne fut finalement brisée qu'en 1931 avec la capture et l'exécution de Umar al-Mukhtar.*



# Afrique de l'Ouest : ils se battirent jusqu'au bout

par M'Baye Gueye et Albert Adu Boahen

**L**A conquête et l'occupation européennes en Afrique occidentale atteignent leur apogée au cours de la période 1880-1900. Mémorables entre toutes ont été les campagnes françaises au Soudan occidental, en Côte d'Ivoire et au Dahomey (Bénin) entre 1880 et 1898, et celles des Britanniques dans l'Ashanti, la région du Delta du Niger et le Nord-Nigeria entre 1895 et 1903.

Au cours de cette première phase, pratiquement tous les Africains partageaient le même objectif : sauvegarder leur indépendance et leur mode de vie traditionnel. Seuls variaient les moyens et les méthodes employés pour y parvenir. Ils avaient le choix entre trois solutions : l'affrontement, l'alliance ou encore l'acceptation ou la soumission. La stratégie de l'affrontement impliquait la guerre ouverte, les sièges, les opérations de guérilla et la politique de la terre brûlée aussi bien que le recours à la diplomatie.

A partir de 1880, les Français adoptèrent une politique d'élargissement de leur zone d'influence sur toute la région, du Sénégal au Niger puis jusqu'au Tchad, en reliant les territoires conquis grâce à leurs avant-postes du golfe de Guinée en Côte d'Ivoire et au Dahomey.

Pour étendre leur domination sur la région, les Français choisirent quasi exclusivement la conquête militaire au lieu de conclure des traités de protectorat comme l'avaient fait les Britanniques. En ce qui concerne les réactions des Africains, ils ne négligèrent aucune des possibilités qui leur étaient offertes, à savoir la soumission, l'alliance et l'affrontement. Toutefois, la grande majorité des dirigeants choisirent la stratégie de la résistance active plutôt que la soumission ou l'alliance ; cette résistance s'est révélée bien plus violente que dans les autres régions de l'Afrique occidentale pour deux raisons principales. La première, déjà mentionnée, c'est que les Français choisirent quasi exclusivement d'étendre leur domination par la force, ce qui ne pouvait que susciter des réactions violentes. La deuxième raison est que l'islamisation y était beaucoup plus forte que dans le reste de l'Afrique occidentale et, comme l'a souligné Crowder, « pour les sociétés musulmanes d'Afrique occidentale, l'imposition d'une domination blanche signifiait la soumission à l'infidèle, situation intolérable pour tout bon musulman », les habitants de cette région avaient donc tendance à s'op-

poser aux Européens avec une ardeur et une ténacité qu'on ne retrouvait pas toujours chez les non musulmans.

Ces observations générales trouvent une illustration dans l'histoire et la personne de Samori Touré, le courageux chef de l'empire manding.

*[L'un des grands héros de la résistance de l'époque coloniale, Samori Touré est né vers 1830, près de Sarranko, dans l'actuelle Guinée. Dyoula et musulman, il réussit à obtenir le soutien du peuple manding et commença à construire patiemment un empire qui, à son apogée au début des années 1880, s'étendait de la région de la Haute-Volta à l'ouest, jusqu'au Fouta Djallon à l'est].*

Samori Touré opta pour une stratégie d'affrontement plutôt que d'alliance ; bien qu'il eût aussi recours à la diplomatie, il mit surtout l'accent sur la résistance armée. En 1881, Samori avait déjà fait de « la partie méridionale des savanes soudanaises tout au long de la grande forêt ouest-africaine », entre le nord et l'actuelle Sierra Leone et la

rivièreassandra en Côte d'Ivoire, un empire unifié sous son autorité incontestée.

A la différence de l'empire toucouleur, l'empire manding était encore dans une phase ascendante en 1882 quand eut lieu la première rencontre entre Samori et les Français. La conquête de cette région avait également permis à Samori de se forger une puissante armée relativement bien équipée à l'europeenne. Cette armée était divisée en deux corps, l'infanterie (ou sofa) forte en 1887 de 30 000 à 35 000 hommes, et la cavalerie qui ne comptait pas plus de 3 000 hommes à la même époque.

L'infanterie était divisée en unités permanentes de 10 à 20 hommes dites *sé* (pieds) ou *kulu* (tas), commandées par un *kuntigi* (chef), 10 *sé* formant un *bolo* (bras) placé sous le commandement d'un *bolokuntigi*.

*Samori Touré lors de sa capture par le capitaine Gouraud (à droite) à Guelemou, le 29 septembre 1898. (Voir aussi la photo en couleur, page 19).*



**M'BAYE GUEYE**, du Sénégal, est conférencier en histoire à l'Université de Dakar. Sa spécialité est l'histoire de l'Afrique de l'Ouest aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles et il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la traite négrière et la colonisation française.

**ALBERT ADU BOAHEN** (détails biographiques à la page 15).

► La cavalerie était divisée en colonnes de 50 hommes qu'on appelait des *sèrè*. Les *bolo*, principale force offensive, se déplaçaient sous l'escorte des *sèrè*. Comme il s'agissait d'unités permanentes, il s'établissait des liens d'amitié, d'abord entre les soldats, et de loyauté à l'égard de leur chef local et de Samori. Cette armée ne tarda donc pas à prendre « un caractère quasi national en raison de son homogénéité très remarquable ».

Mais ce qui distinguait surtout l'armée de Samori, c'était son armement et son entraînement. Contrairement à la plupart des armées d'Afrique occidentale, l'armée de Samori était pratiquement constituée de professionnels armés par les soins de leur chef. Jusqu'en 1876, les troupes de Samori étaient équipées de vieux fusils que les forgerons locaux étaient capables de réparer. Mais, à partir de 1876, Samori entreprit de se procurer des armes européennes plus modernes, essentiellement par l'intermédiaire de la Sierra Leone, pour les étudier attentivement et décider quelles étaient celles qui étaient le mieux adaptées à ses besoins. C'est ainsi qu'à partir de 1885, il décida de remplacer les chassepots, dont les

cartouches trop volumineuses étaient vite abîmées par l'humidité de la région, par des fusils Gras mieux adaptés au climat avec leurs cartouches plus légères et par des Kro-patscheks (fusils Gras à répétition).

Il devait rester fidèle à ces deux modèles pendant toute la durée des années 1880, tant et si bien qu'il finit par disposer d'équipes de forgerons capables de les copier dans les moindres détails. A partir de 1888, il fit également l'acquisition de quelques fusils à tir rapide et, en 1893, il disposait d'environ 6 000 fusils, qu'il utilisa jusqu'à sa défaite. En revanche, il ne disposa jamais de pièces d'artillerie, ce qui constituait un grave handicap dans ses campagnes contre les Français.

Samori était presque au faite de sa puissance lorsqu'il entra pour la première fois en contact avec les Français en 1882. En février de cette année, il reçut la visite du lieutenant Alakamessa, qui lui notifia l'ordre du Commandement supérieur du Haut Sénégal-Niger, de s'éloigner de Kenyeran, important marché qui barrait à Samori la route de Mandigo. Comme il fallait s'y attendre, Samori refusa. Cela lui valut une attaque surprise de la part de Borgnis-

Desbordes, qui dut battre précipitamment en retraite. Le frère de Samori, Kémé-Brema, attaqua les Français à Wenyako, près de Bamako, en avril. D'abord vainqueur le 2 avril, Kémé-Brema fut battu dix jours plus tard par des troupes françaises beaucoup moins importantes. Dès lors, Samori évita l'affrontement avec les Français et dirigea son action vers le Kenedugu.

En 1885, quand Combes occupa le Bure, dont les mines d'or étaient importantes pour l'économie de son empire, Samori comprit l'ampleur de la menace et se résolut à déloger les Français par la force. Trois armées, celle de Kémé-Brema, de Masaramamadi et la sienne propre, furent chargées de l'exécution de cette tâche. Par un vaste mouvement en tenailles, le Bure fut facilement reconquis et les Français durent déguerpir sous peine d'être encerclés.

Samori décida alors de cultiver ses relations avec les Britanniques de Sierra Leone. Après avoir occupé Falaba en 1884, il dépêcha des émissaires à Freetown, proposant au gouverneur de placer tout le pays sous la protection du gouvernement britannique. Cette offre n'était qu'une manœuvre de la part de Samori, qui n'entendait nullement aliéner sa souveraineté mais la faire respecter par les Français en s'alliant à un gouvernement puissant.

La manœuvre ayant échoué, Samori signa avec les Français, le 28 mars 1886, un traité aux termes duquel il acceptait de faire revenir ses troupes sur la rive droite du Niger mais maintenait ses droits sur le Bure et les Manding de Kangaba. Dans un autre traité avec les Français signé le 25 mars 1887, qui modifiait celui de l'année précédente, Samori céda la rive gauche du fleuve et acceptait même de placer son pays sous protectorat français.

Samori avait peut-être signé ce nouveau document en pensant que les Français l'aideraient contre Tieba, le Faama de Sikasso, qu'il attaqua en avril 1887 avec une armée de 12 000 hommes. Or, les Français souhaitaient simplement empêcher toute alliance entre Samori et le chef soninké Mamadou Lamine, leur adversaire d'alors. Lorsque Samori constata qu'au lieu de se comporter en alliés et de l'aider, les Français encourageaient la dissidence et la rébellion dans les régions nouvellement soumises et cherchaient à l'empêcher de se ravitailler en armes auprès de la Sierra Leone, il leva le siège de Sikasso en août 1888 et se prépara au combat contre l'invasisseur.

Il réorganisa l'armée, conclut avec les Britanniques en Sierra Leone, en mai 1890, un traité l'autorisant à acheter des armes modernes en quantités croissantes au cours des trois années suivantes et entraîna ses troupes à l'euro-péenne. Des sections et des compagnies furent créées. Sur le plan de la tactique militaire, il décida d'opter pour la défensive. Bien sûr, il ne s'agissait pas de se mettre à l'abri des murailles en terre des « tatas », car l'artillerie ne lui aurait laissé aucune chance de succès. Sa stratégie consistait à imprimer une grande mobilité à ses troupes pour mieux surprendre l'ennemi et lui infliger de lourdes pertes avant de disparaître.

Archinard, qui s'était emparé de Segou en mars 1890, attaqua Samori en mars 1891, dans l'espoir de le battre avant de passer le commandement du Haut Sénégal-Niger à Humbert. Il pensait qu'au premier

### La résistance dans le Delta du Niger

*Dans le Delta du Niger comme dans beaucoup d'autres régions du Nigéria, les Britanniques avaient signé en 1884 des traités de protectorat avec la plupart des chefs. Mais si certains avaient autorisé les missionnaires à s'installer dans leurs Etats, d'autres n'en avaient rien fait. Tous insistaient, en outre, sur leur droit de réglementer le commerce et de taxer les marchands britanniques. Les nouveaux consuls britanniques, tels Hewett et Johnson ne pouvaient l'admettre. Jaja d'Opobo, l'un des chefs les plus puissants et les plus riches de la région, soumit les marchands britanniques à sa fiscalité et ordonna l'arrêt total des échanges sur le fleuve, jusqu'à ce qu'une firme britannique s'exécutât. Le consul, Johnson, lui intima l'ordre de cesser d'imposer les commerçants britanniques, mais Jaja d'Opobo n'en fit rien et envoya même une mission auprès du « Colonial Office » pour protester contre cet ordre. En 1887, comme Jaja refusait toujours d'obtempérer, en dépit des menaces du consul de bombarder sa ville avec les canonnières britanniques, Johnson attira Jaja à bord d'un navire, sous sauf-conduit, l'arrêta et l'expédia à Accra où il fut jugé et déporté aux Antilles. Stupéfiés par cette façon de le traiter, les autres chefs se rendirent et acceptèrent les commissions administratives que Johnson mit à leur tête.*



Photo © Longman, London

choc l'empire de Samori s'écroulerait. Mais, bien que son offensive aboutit à la capture de Kankan le 7 avril et à l'incendie de Bisandougou, elle eut l'effet contraire, car elle constitua pour Samori un avertissement salutaire et l'incita à poursuivre ses offensives contre les Français à Kankan, ce qui lui permit de les battre à la bataille de Dabadugu le 3 septembre 1891.

C'est en 1892 qu'eut lieu le principal affrontement entre les Français et Samori. Désireux d'en finir, Humbert envahit la partie centrale de l'empire en janvier 1892 à la tête d'une armée de 1 300 fusiliers triés sur le volet et de 3 000 porteurs. Samori commandait personnellement une armée de 2 500 hommes d'élite pour faire face à l'envahisseur. Bien que ses hommes « se battissent comme des diables, défendant pied à pied chaque pouce de terrain avec une énergie farouche », pour reprendre les mots de Person, Samori fut battu et Humbert put s'emparer de Bisandougou, Sanankoro et Kerwane. Toutefois Humbert lui-même devait avouer que le résultat était bien maigre, eu égard aux lourdes pertes qu'il avait subies. De plus, Samori avait ordonné aux populations civiles de faire le vide devant les troupes françaises.

Cependant, Samori ne nourrissait guère d'illusions. Les violents combats livrés contre la colonne Humbert, qui lui avaient coûté un millier de combattants d'élite alors que les Français ne perdaient qu'une centaine d'hommes, l'avaient persuadé qu'un nouvel affrontement avec les Français était absurde. Il ne lui restait donc plus qu'à se rendre ou à se replier. Refusant de capituler, il décida d'abandonner sa patrie et de se replier à l'Est pour y créer un nouvel empire hors de portée des Européens.

Poursuivant sa politique de la terre brûlée, il entreprit sa marche vers l'Est en direction de Bandama et Comoé. Bien qu'il eût perdu en 1894, avec la route de Monrovia, la dernière voie d'accès lui permettant de se procurer des armes modernes, il n'abandonna pas pour autant le combat. Au début de 1895, il rencontra et repoussa une colonne française venant du pays baulé sous le commandement de Monteil et, entre juillet 1895 et janvier 1896, il occupa le pays abro (Gyaman) et la partie occidentale du Gondja. A cette époque, il était parvenu à se créer un nouvel empire dans l'hinterland de la Côte d'Ivoire et de l'Ashanti.

En mars 1897, son fils Sarankenyi-Mori rencontra et battit près de Wa une colonne britannique commandée par Henderson, pendant que Samori lui-même attaquait et détruisait Kong en mai 1897 et poursuivait son avance jusqu'à Bobo, où il rencontra une colonne française commandée par Caudrelier.

Pris entre les Britanniques et les Français, et après avoir vainement cherché à les brouiller en cédant à ceux-ci le territoire de Bouna convoité par ceux-là, Samori décida de retourner au Libéria, chez ses alliés Toma. Alors qu'il était en route, Gouraud l'attaqua par surprise à Guelemou le 29 septembre 1898. Capturé, Samori fut déporté au Gabon, où il mourut en 1900. Sa capture mettait un terme à ce qu'un historien moderne a appelé « la plus longue série de campagnes contre le même adversaire dans toute l'histoire de la conquête française du Soudan ».

M'Baye Gueye et Albert Adu Boahen



### La rébellion provoquée par l'impôt de case

La rébellion provoquée par l'impôt de case en 1898 fut une réaction des Temné et des Mendé de Sierra Leone devant le renforcement de la domination britannique par la nomination d'administrateurs de district, le développement de la force armée, l'abolition de la traite et de l'esclavage, la promulgation de l'Ordonnance sur le Protectorat de 1896 et, finalement, l'imposition d'une taxe annuelle de 5 shillings sur les habitations de deux pièces et de 10 shillings sur celles de dimensions plus vastes. Décidant à l'unanimité de ne pas payer l'impôt, les chefs temné se révoltèrent sous la conduite de l'un d'entre eux, Bai Bureh. Avec les Mendé qui vinrent grossir leurs rangs, ils représentaient près de trois quarts du Protectorat. Les rebelles attaquèrent et pillèrent des comptoirs et tuèrent des fonctionnaires et des soldats britanniques, ainsi que tous ceux qui étaient soupçonnés d'aider l'administration coloniale. En mai 1898, les armées rebelles étaient arrivées à environ 40 km de Freetown et Lagos dut envoyer à la hâte deux compagnies de soldats pour défendre la ville.

Quelle était la nature exacte de cette révolte ? Le gouverneur britannique de la Sierra Leone l'attribua, tout comme d'ailleurs la résistance générale au colonialisme alors en pleine expansion, à la « montée de la conscience politique chez l'Africain, à une confiance accrue en sa valeur et son autonomie ». D'après lui, « l'indigène commence à comprendre la force qu'il représentait en voyant l'importance que l'homme blanc attache aux produits de son pays et à son travail, et le Blanc ne pourra plus, à l'avenir, profiter autant qu'avant de sa simplicité et de son ignorance du monde ». Ci-dessus, dessin, dû à un officier de l'armée britannique, du chef rebelle Bai Bureh après sa capture.

Photo © BBC, Hulton Picture Library, Londres

# Afrique de l'Est : diplomatie et défi

par Henry Mwanzi

**E**N Afrique orientale, la lutte coloniale impliquait trois puissances rivales : le Sultanat de Zanzibar, l'Allemagne et l'Angleterre. Les premiers en scène furent les Arabes de Zanzibar, qui avaient des intérêts essentiellement commerciaux sur la côte et à l'intérieur, concernant l'ivoire et le trafic des esclaves. Avant les années 1880-1890, ces négociants arabes et swahili s'étaient contentés d'opérer sur la côte. Mais à la fin du siècle, les intérêts arabes à l'intérieur de l'Afrique orientale commencèrent à être menacés par ceux des Allemands et des Britanniques qui avaient peu à peu pénétré la région. Face à cette menace, les Arabes tentèrent de s'assurer le contrôle politique de certaines zones, pour protéger leurs concessions commerciales.

Les Européens de l'intérieur comprenaient des marchands et des missionnaires qui souhaitaient tous que leurs gouvernements respectifs occupassent l'Afrique orientale, pour leur assurer la sécurité et

**HENRY MWANZI**, du Kenya, est conférencier en histoire à l'Université de Nairobi. Il est spécialiste de l'histoire de l'Afrique de l'Est et l'auteur de nombreux articles et études sur ce thème.

leur permettre de poursuivre sans problèmes leurs entreprises.

Les méthodes de conquête européenne varièrent d'un endroit à l'autre. Mais d'une manière générale, elles étaient caractérisées par l'emploi de la force, combiné si possible avec des alliances diplomatiques avec tel groupe contre tel autre. La réaction africaine à toutes ces entreprises fut à la fois militaire et diplomatique. Mais parfois, elle fut caractérisée par le recul, la non-coopération ou la passivité.

Les peuples côtiers du Tanganyika organisèrent leur résistance autour de la personne d'Abushiri. Du point de vue social, la côte du Tanganyika, comme celle du Kenya, était dominée par les cultures arabe et swahili. Il existait ici une population afro-arabe métissée (les mariages interraciaux y étaient monnaie courante) qui s'occupait du commerce local.

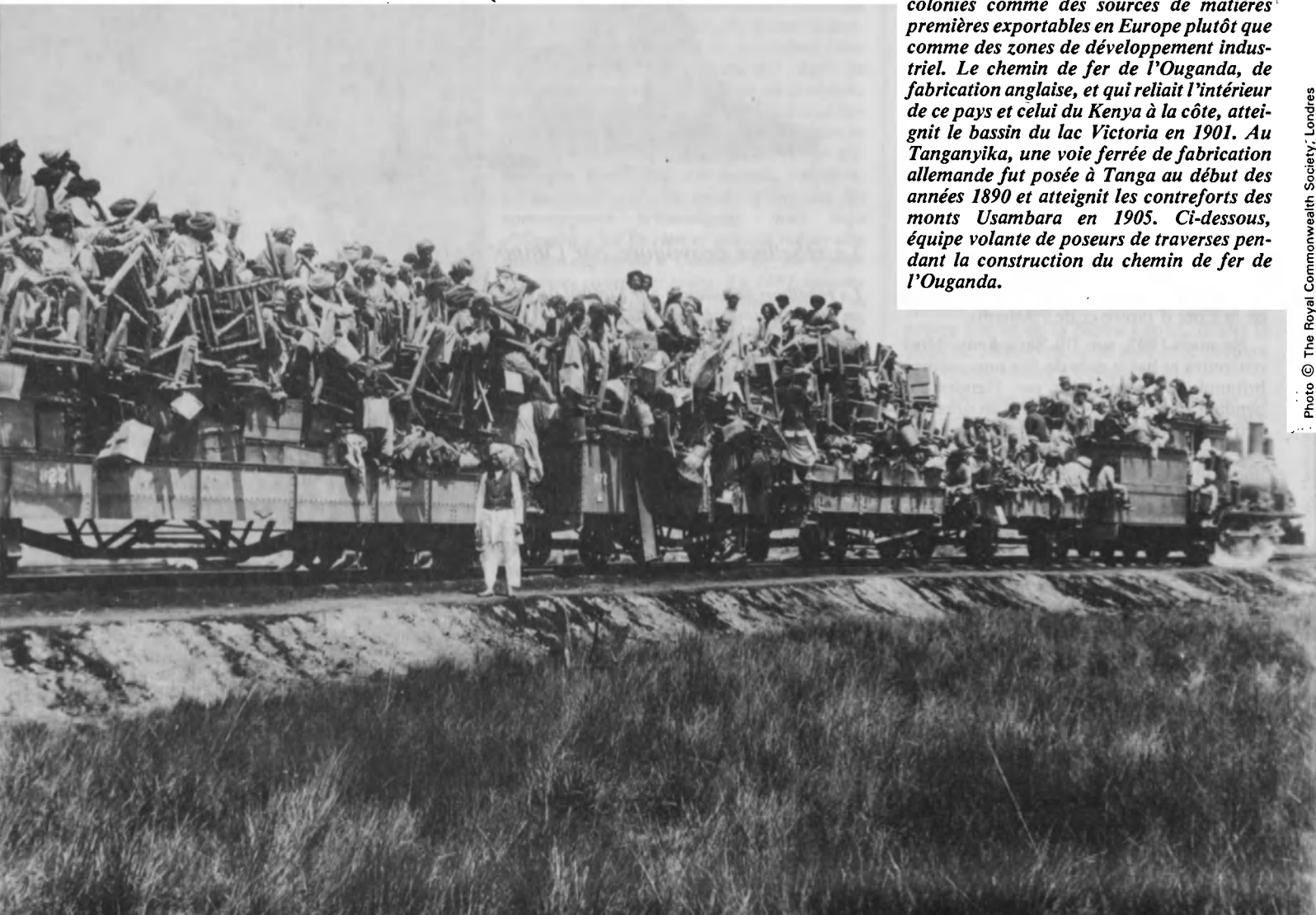
Au 19<sup>e</sup> siècle, les Arabes de la côte intensifièrent leurs activités de l'intérieur, à cause de la demande d'ivoire et d'esclaves. Ce commerce florissant permit la création de nombreuses cités tout au long de la côte. L'arrivée des Allemands menaça les affaires des Arabes, car les nouveaux venus cherchaient à les évincer commercialement. Les

populations locales, et au premier chef les Arabes, cherchèrent donc à organiser la résistance.

Abushiri, leur chef, était né en 1845 ; son père était arabe, et sa mère galla. Il était un descendant de l'un des premiers colons arabes de la côte — colons qui avaient fini par se considérer comme des autochtones. Comme beaucoup d'autres, il était opposé à l'influence du Sultanat de Zanzibar sur la côte, et défendait même l'indépendance. Dans sa jeunesse, il avait organisé des expéditions dans l'intérieur du pays pour y chercher de l'ivoire. Avec les bénéfices obtenus, il s'acheta une ferme et cultiva de la canne à sucre.

Sous son commandement, les peuples de la côte brûlèrent un vaisseau de guerre allemand à Tanga, en septembre 1888, et donnèrent deux jours aux Allemands pour évacuer la côte. Puis ils attaquèrent Kilwa et tuèrent les deux Allemands qui s'y trouvaient ; le 22 septembre, ils donnèrent l'as-

*Le chemin de fer fut un instrument important de la colonisation. Il facilita la conquête militaire, aida à instaurer la conquête politique et contribua à l'exploitation des colonies comme des sources de matières premières exportables en Europe plutôt que comme des zones de développement industriel. Le chemin de fer de l'Ouganda, de fabrication anglaise, et qui reliait l'intérieur de ce pays et celui du Kenya à la côte, atteignit le bassin du lac Victoria en 1901. Au Tanganyika, une voie ferrée de fabrication allemande fut posée à Tanga au début des années 1890 et atteignit les contreforts des monts Usambara en 1905. Ci-dessous, équipe volante de poseurs de traverses pendant la construction du chemin de fer de l'Ouganda.*



saut avec 8 000 hommes à Bagamoyo. Mais les Allemands, qui appelèrent cette guerre la « révolte arabe », envoyèrent Hermann von Wissmann. Celui-ci arriva à Zanzibar en avril 1889, attaqua Abushiri dans sa forteresse près de Bagamoyo et le força à la retraite. Abushiri se réfugia dans le nord, à Uzigua, où il fut trahi et livré à l'ennemi, qui le pendit à Pangani le 15 décembre 1889. La résistance côtière s'effondra finalement quand Kilwa fut bombardé et pris d'assaut par les Allemands en mai 1890.

Les Allemands, comme les Anglais au Kenya, étaient passés maîtres dans l'art de diviser pour régner, en s'alliant avec un groupe contre un autre. Et ils trouvaient beaucoup d'alliés. Les Marealle et les Kibanga, qui vivaient près du Kilimandjaro et des monts Usambara, étaient de ceux — pour ne citer que deux exemples — qui voyaient dans les Allemands un moyen de se faire des amis pour vaincre leurs ennemis. Ces peuples, tout comme les Wanga au Kenya, croyaient manipuler les Allemands, alors que c'était en fait le contraire qui était vrai. Les Arabes de la côte, cependant, se mirent carrément du côté des Allemands (comme des Anglais, au Kenya), et fournirent le premier personnel autochtone au service de l'impérialisme.

Le même type de réaction au colonialisme britannique eut lieu en Ouganda. Entre 1891 et 1899, il y eut des heurts entre les forces de Kabarega, le Roi du Bunyoro et celles de Lugard et d'autres agents britanniques. Après plusieurs combats où les troupes de Kabarega furent vaincues, ce dernier recourut à la diplomatie. Par deux fois, il essaya de s'entendre avec Lugard, mais celui-ci se déroba. Mwanga, le Kabaka du Buganda, essaya à plusieurs reprises en vain d'intercéder pour le roi du Bunyoro. En fin de compte, Kabarega recourut à la guérilla — et celle-ci fut probablement la première de ce genre en Afrique orientale. Il évacua Bunyoro et se réfugia au Nord en pays lango, d'où il harcela les forces britanniques à maintes reprises.

L'un des officiers anglais qui se trouvaient là à l'époque, Thurston, commentait ainsi la situation : « Kabarega utilisa ses vieilles ruses : provoquer toutes sortes de troubles, mais ne jamais accepter de lutte ouverte, préférer recourir à ses méthodes favorites d'assassinat, il fait donner du poison à un chef de nos amis, qui en mourut, mais j'ai fait abattre l'empoisonneur ».

Ce que raconte Thurston est un parfait exemple de guérilla qui se replie dans un pays voisin pour harceler les forces occupant son propre pays. Mwanga rejoignit Kabarega plus tard ; mais leur sanctuaire fut détruit en 1899 et les deux rois capturés et emmenés à Kisimayu, où Mwanga mourut en 1903.

Henry Mwanzi

*Le roi Mwanga du Buganda (à gauche sur la photo) et le roi Kabarega du Bunyoro en route vers la côte, sous escorte, après leur capture par les troupes anglaises en 1899. Kabarega fut exilé aux Seychelles et Mwanga à Kisimayu, où il mourut en 1903. Ces deux souverains résistèrent au colonialisme britannique en mêlant la diplomatie, la confrontation directe et la guérilla.*

Photo © The Royal Commonwealth Society, Londres.



*Le chef Abushiri, qui dirigea la résistance des populations côtières du Tanganyika contre l'occupation allemande.*

Photo © East African Publishing House Ltd.

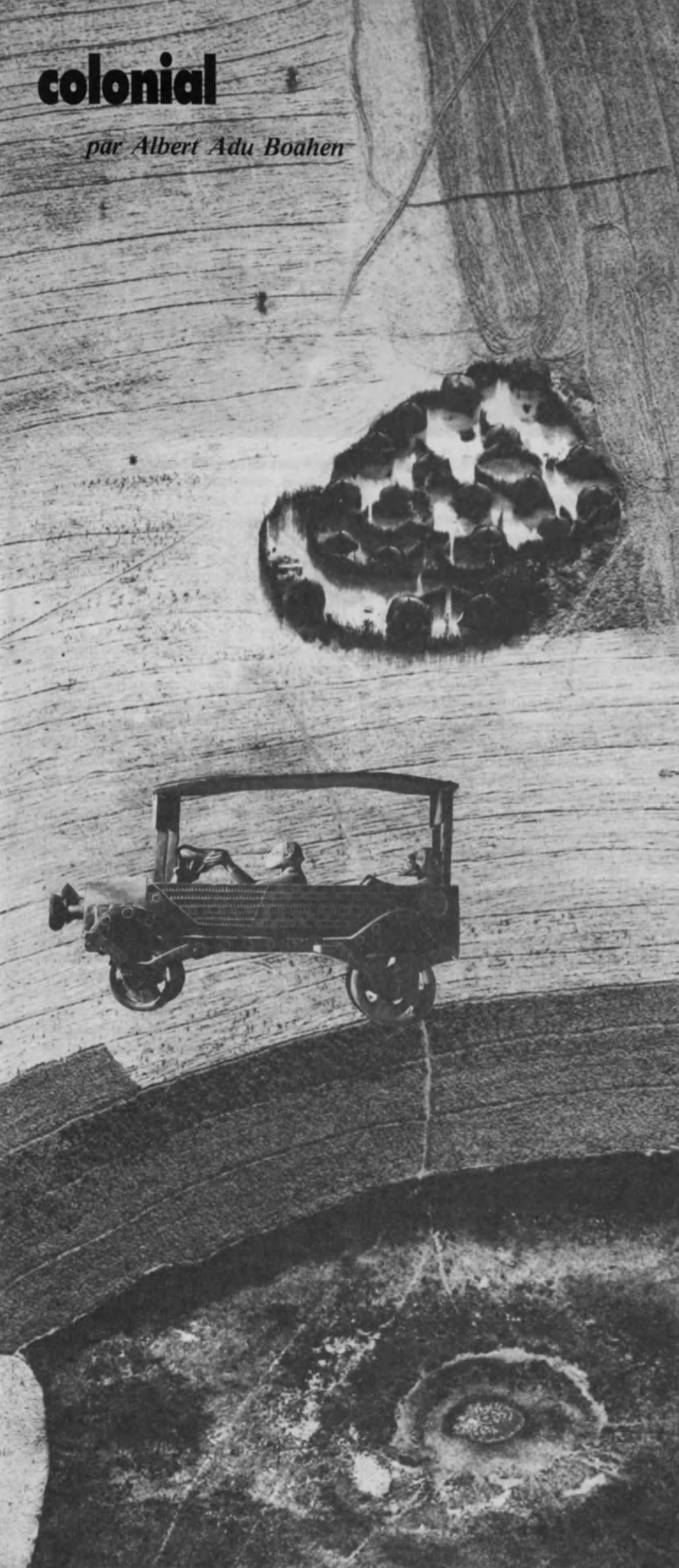






# colonial

par Albert Adu Boahen



**E**N 1935, comme l'ont montré les premiers chapitres de ce volume, le colonialisme tenait l'Afrique dans son étau. Il semblait que sa domination allait durer éternellement. Elle se révéla cependant aussi éphémère que toutes les entreprises fondées sur la force. En l'espace de quelque quarante-cinq ans, plus de 90% du territoire africain échappaient au colonialisme, qui ne se maintenait plus qu'au sud du Limpopo.

Quel héritage le colonialisme a-t-il légué à l'Afrique ? Constitue-t-il un épisode révolutionnaire ou essentiel de l'histoire de ce continent ? S'agit-il d'une rupture totale avec son passé ou, finalement, d'un simple événement transitoire ?

Pour certains historiens son impact a été, dans l'ensemble, à la fois bénéfique et négatif. « Il est facile d'ergoter aujourd'hui, affirme P.C. Lloyd, sur la lenteur du développement économique pendant les cinquante ans de domination coloniale. Néanmoins, la différence entre la condition de la société africaine à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et à la fin de la Seconde Guerre mondiale est proprement stupéfiante. Les puissances coloniales ont fourni toute l'infrastructure dont a dépendu le progrès de l'époque de l'indépendance : un appareil administratif plutôt efficace, atteignant les villages les plus reculés, un réseau de routes et de voies ferrées et des services de base en matière de santé et d'éducation ».

D'autres ont soutenu que l'effet positif du colonialisme en Afrique était pratiquement nul. L'historien guyanais noir Walter Rodney a adopté une position tout à fait extrême : « On affirme souvent que d'un côté, il y a eu exploitation et oppression, mais que d'un autre côté, les autorités coloniales ont beaucoup fait pour les Africains ▶

**ALBERT ADU BOAHEN** (détails biographiques à la page 15).

*« L'énorme augmentation de la population urbaine [durant l'ère coloniale] n'était pas la conséquence d'un accroissement naturel de cette population, mais plutôt du flux continu de jeunes gens et jeunes femmes, attirés vers les centres urbains par besoin d'éducation et de travail, et repoussés des campagnes par les famines, la pauvreté endémique et les impôts ». Depuis l'indépendance, cette augmentation rapide de la population urbaine s'est poursuivie. Page de gauche, vue de quartiers modernes de Dakar, capitale du Sénégal.*

*« Un fossé énorme existe aujourd'hui encore entre les zones urbaines et les zones rurales en Afrique, et il est certain que c'est le système colonial qui a créé et agrandi ce fossé ». A gauche, un kraal (village) entouré de labours à Ovamboland, en Namibie.*

Photos Georg Gerster © Rapho, Paris

*L'influence du colonialisme sur l'art africain fut superficielle et éphémère. Même quand ils ont évoqué la condition coloniale, les Africains ont puisé dans les longues traditions de l'art du continent, comme en témoigne ce portrait plein d'humour (photo en surimpression ci-contre), datant des années 1920 et dû à un sculpteur sur bois du Congo (Zaire), d'un fonctionnaire colonial belge dans sa voiture conduite par un chauffeur.*

Photo © Werner Forman Archive, Londres



*« A cause de la concentration sur la production des cultures d'exportation qui se produisit à l'époque coloniale, les Africains furent poussés à abandonner la production de nourriture destinée à leur propre consommation. Travail forcé et abandon de la production alimentaire provoquèrent beaucoup de sous-alimentation, de graves famines et des épidémies dans certaines parties de l'Afrique au début de l'ère coloniale. Ainsi, dans le système colonial, les Africains étaient dans la plupart des cas voués à produire ce qu'ils ne consommaient pas et à consommer ce qu'ils ne produisaient pas ». Ci-dessus, récolte du coton au Soudan.*

► et ont contribué au développement de l'Afrique. Nous estimons que cela est complètement faux. Le colonialisme n'a qu'un côté, un seul : c'est une machine à prendre les sous ».

Mais les faits dont nous disposons indiquent qu'une estimation plus équilibrée est nécessaire. L'impact du colonialisme est aussi bien positif que négatif. Toutefois, il faut souligner que la plupart des effets positifs sont plutôt des conséquences accidentelles d'activités ou de mesures destinées à défendre les intérêts des colonisateurs.

Le premier impact politique positif a été l'instauration d'un plus grand degré de paix et de stabilité en Afrique. Le 19<sup>e</sup> siècle a été le siècle de Mfecane, des agissements des marchands swahili-arabes et nyamwezi comme Tipu Tip et Msiri en Afrique centrale et méridionale, des djihads peul, de l'essor des empires toucouleur et manding dans le Soudan occidental, de la désintégration des empires oyo et ashanti en Afrique occidentale, autant de puissants facteurs d'instabilité et d'insécurité.

Les deux ou trois premières décennies de l'ère coloniale (1880-1910 environ) accrurent cet état d'instabilité, de violence et de désordre, et provoquèrent de vastes et impardonnables destructions, ainsi qu'une forte diminution de la population. Mais après l'occupation coloniale et l'installation de plusieurs appareils administratifs, la plupart des régions de l'Afrique, surtout après la Première Guerre mondiale, purent jouir de la paix et de la sécurité.

Le second impact du colonialisme est la création même (au niveau géo-politique) des Etats indépendants modernes d'Afrique. A la place des centaines de clans, de

groupes de lignage, d'Etats-cités, de royaumes et d'empires, sans frontières nettement délimitées, existaient désormais près de 50 nouveaux Etats aux tracés généralement fixes ; il est assez significatif que les frontières des Etats, telles qu'elles ont été établies pendant la période coloniale, n'aient pas été modifiées depuis l'indépendance.

En troisième lieu, le système colonial a introduit également dans presque toutes les parties de l'Afrique deux institutions nouvelles que l'indépendance n'a pas entamées : un nouveau système judiciaire, une nouvelle bureaucratie (ou administration).

Le dernier impact positif du colonialisme a été non seulement la naissance d'un nouveau type de nationalisme africain, mais aussi celle du panafricanisme. Aussi important cet héritage soit-il, il s'agit néanmoins d'une conséquence accidentelle, plutôt que d'une création délibérée. Aucune autorité coloniale n'a jamais songé à créer ou à cultiver le nationalisme africain.

Mais si les effets positifs du colonialisme sont indéniables, ses aspects négatifs sont encore plus marqués. En premier lieu, le développement du nationalisme, malgré toute son importance, n'est pas seulement une conséquence accidentelle de la colonisation : il fut provoqué par un sentiment de colère, de frustration et d'humiliation suscitée par certaines mesures d'oppression, de discrimination et d'exploitation introduites par les autorités coloniales. Avec le renversement du colonialisme, ce sentiment a effectivement perdu de sa force, et les dirigeants des Etats africains indépendants ont été confrontés à un problème : comment transformer ce nationalisme négatif en nationalisme positif et durable ?

En second lieu, même si l'on admet que la structure géo-politique qui s'est créée est une réussite (une fois de plus accidentelle), on doit convenir qu'elle pose bien plus de problèmes qu'elle n'en résoud. Certes, les frontières des nouveaux Etats ne sont pas aussi arbitraires qu'on le croit généralement : mais bon nombre de ces Etats étaient des créations artificielles, constituées d'un mélange de peuples dont la culture, les traditions et la langue sont différentes. Les problèmes que pose un tel mélange pour l'édification d'une nation ne se sont pas révélés facilement solubles.

Le caractère artificiel et arbitraire des divisions coloniales a eu une autre conséquence : les Etats qui se sont créés ont des

superficies différentes, des ressources naturelles et des possibilités économiques inégales.

Un autre aspect important, mais négatif, de l'impact du colonialisme, fut l'affaiblissement des systèmes de gouvernement indigènes. Les fonctionnaires coloniaux installés sur place ont assumé auprès de ces chefs traditionnels un rôle de dictateurs, et non de conseillers ; ils les ont également utilisés pour mettre en œuvre certaines mesures jugées odieuses par leurs sujets, comme le travail forcé, les impôts directs et le recrutement obligatoire des hommes par les armées coloniales. La diffusion du christianisme finit en outre par saper les fondements spirituels de l'autorité des rois.

Un pur produit du colonialisme, et qui est souvent ignoré par la majeure partie des historiens, mais qui s'est révélé d'une importance absolument cruciale, est l'existence d'une armée permanente à plein temps. Ces armées furent créées à l'origine, essentiellement dans les années 1880 et 1890, pour la conquête et l'occupation de l'Afrique ; elles servirent ensuite à maintenir la domination coloniale, puis à poursuivre des guerres plus vastes et à écraser les mouvements d'indépendance africains. Après le renversement du régime colonial, elles ne furent pas dispersées, mais récupérées par les nouveaux chefs africains indépendants, et elles se sont révélées le plus problématique de tous les legs du colonialisme.

Le dernier impact négatif du colonialisme, probablement le plus important, a été la perte de la souveraineté et de l'indépendance et, avec elle, du droit des Africains à diriger leur propre destinée ou à traiter directement avec le monde extérieur.

Elle s'est d'abord traduite par la perte du pouvoir de prendre en main leur destin, de planifier leur propre développement, de gérer leur économie, de déterminer leurs propres stratégies et priorités, d'emprunter librement au monde extérieur les techniques les plus modernes et les mieux adaptées et, d'une manière générale, de gérer, bien ou mal, leurs propres affaires, tout en puisant leur inspiration et un sentiment de satisfaction dans leurs propres succès et en tirant des leçons de leurs échecs. Bref, le colonialisme a privé les Africains de l'un des droits les plus fondamentaux et inaliénables des peuples, le droit à la liberté.

En outre, les soixante-dix années de colonialisme en Afrique ont été, pour les pays

« La diffusion de l'éducation occidentale est étroitement liée à celle du christianisme. Certes, à la fin de l'ère coloniale, il subsistait relativement peu de zones sans au moins des écoles primaires... Les programmes fournis par toutes les institutions scolaires étaient déterminés par les autorités et étroitement imités — sinon carrément reproduits — des programmes de la métropole ; ils n'étaient donc pas adaptés aux besoins du continent ». A droite, l'école secondaire de missionnaires de Mengo, en Ouganda.

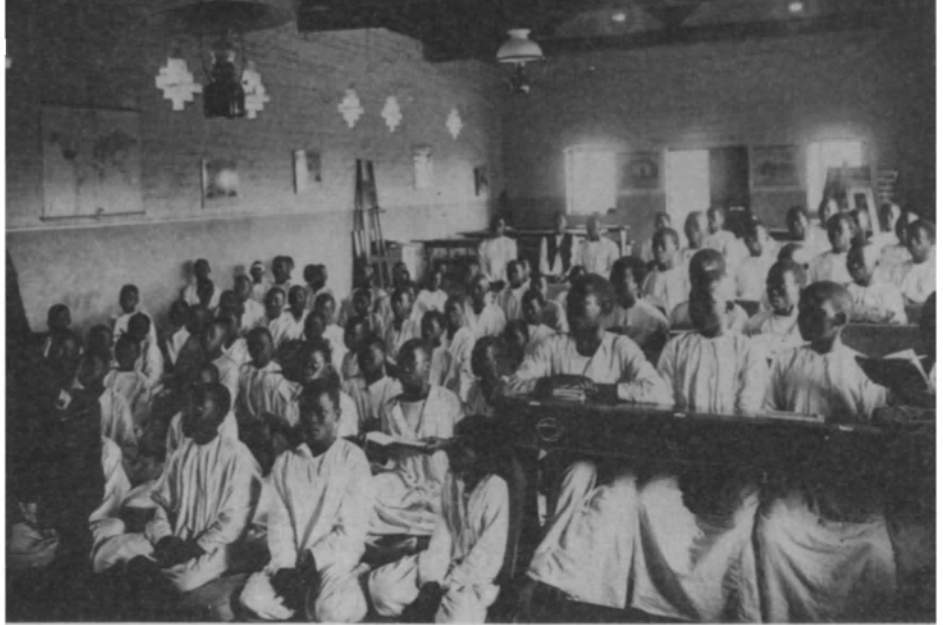


Photo © The Royal Commonwealth Society, Londres

capitalistes et socialistes, une période d'évolution décisive et fondamentale. Elles ont vu, par exemple, l'Europe entrer dans l'ère de l'avion et de l'automobile puis de l'énergie nucléaire. Si l'Afrique avait pu maîtriser son destin, elle aurait pu bénéficier de ces fabuleux changements voire y prendre part. Cependant, le colonialisme l'isola complètement et la maintint dans la sujétion.

L'impact dans le domaine économique fut aussi important, même si sa positivité est loin d'être entière. Le premier effet positif du colonialisme — le plus évident et le plus profond — est la constitution d'une infrastructure de routes et de voies ferrées, l'installation du télégraphe, du téléphone, et, parfois, d'aéroports. Cette infrastructure de base a été complétée en Afrique vers les années 1930, et peu de kilomètres de chemin de fer, par exemple, ont été ajoutés depuis. Elle avait une importance qui dépassait l'intérêt purement économique, puisqu'elle facilitait le mouvement non seulement des marchandises, des cultures d'exportation et des troupes, mais également des gens — ce qui contribua à réduire l'« esprit de clocher », le régionalisme et l'ethnocentrisme.

L'impact du colonialisme sur le secteur primaire de l'économie est tout aussi significatif et important. C'est pendant la période coloniale que tout le potentiel minéral de l'Afrique fut découvert, que l'industrie minière connut un net essor et que les cultures d'exportation comme le cacao, le café, le tabac, l'arachide, le sisal et le caoutchouc se répandirent. En Afrique occidentale, ces cultures furent développées par les Africains eux-mêmes, ce qui montre clairement leur désir et leur capacité de s'adapter et de répondre favorablement à des incitations positives.

Cette révolution économique eut quelques conséquences d'une portée incalculable. Avant l'ère coloniale, d'énormes étendues de terre, dans de nombreuses parties de l'Afrique, étaient non seulement sous-peuplées, mais aussi sous-exploitées. L'introduction et la diffusion des cultures d'exportation, ainsi que la création des industries minières, mirent un terme à cette situation. En deuxième lieu, la révolution économique a provoqué un accroissement du pouvoir d'achat de certains Africains et donc de leur demande de biens de consommation. En troisième lieu, le fait que les Africains eux-mêmes pratiquaient des cul-

tures d'exportation permit aux individus de s'enrichir, quel que fût leur statut social, en particulier dans les régions rurales.

Un autre effet révolutionnaire du colonialisme, dans presque toutes les régions du continent, fut l'introduction de l'économie monétaire. Ce qui conduisit à l'apparition d'une nouvelle classe de travailleurs à gages et de salariés. L'introduction de l'économie monétaire marque aussi le début des activités bancaires en Afrique, qui sont devenues une autre caractéristique de l'économie des Etats africains indépendants.

En 1935, l'économie africaine était devenue inextricablement liée à celle du monde en général, et à celle des puissances coloniales capitalistes en particulier. Les années postérieures à 1935 ne firent que resserrer ce lien, et l'indépendance elle-même ne l'a pas fondamentalement modifié.

L'impact colonial a-t-il donc été bénéfique pour le continent sur le plan économique ? Absolument pas.

En premier lieu, l'infrastructure fournie par le colonialisme n'était ni aussi utile, ni aussi adaptée qu'elle aurait pu l'être. La plupart des routes et des voies ferrées ne furent pas construites pour ouvrir le pays, mais seulement pour relier les zones possédant des gisements miniers ou des possibilités de production de produits commercialisables avec l'océan et il n'existait guère d'embranchements routiers ou ferroviaires. Le réseau n'était pas non plus destiné à faciliter les communications inter-africaines.

En second lieu, la croissance économique des colonies était fondée sur les ressources naturelles des régions, ce qui signifiait que les zones dépourvues de ces ressources étaient totalement négligées.

En troisième lieu, l'une des caractéristiques de l'économie coloniale a consisté à négliger ou à décourager délibérément l'industrialisation et la transformation des matières premières et des produits agricoles dans la plupart des colonies. Des produits aussi simples et aussi essentiels que les allumettes, les bougies, l'huile de cuisine et même le jus d'orange et de limette, qui auraient tous pu être fabriqués facilement en Afrique, étaient importés. Tous les Etats africains s'étaient transformés en marchés de consommation des produits manufacturés des métropoles et en producteurs de matières premières destinées à l'exportation. Le fait que les puissances coloniales

aient totalement négligé l'industrialisation peut être souligné comme l'une des accusations les plus sévères contre le colonialisme.

En quatrième lieu, non seulement l'industrialisation fut négligée, mais les industries et les activités artisanales telles qu'elles ont existé en Afrique à l'époque pré-coloniale furent pratiquement détruites à cause de l'importation de denrées bon marché produites en série. Le développement technologique africain fut ainsi arrêté, et ne put reprendre qu'après l'indépendance.

En cinquième lieu, même si l'agriculture intensive en vint à constituer la principale source de revenu de la plupart des Etats africains, aucune tentative ne fut faite pour diversifier l'économie rurale des colonies. Au contraire, la production d'une ou de deux cultures d'exportation était devenue la règle en 1935 : cacao en Côte de l'Or, arachide au Sénégal et en Gambie, coton au Soudan, café et coton en Ouganda, café et sisal au Tanganyika, etc. La plupart des Etats africains, au moment de l'indépendance, découvrirent que leurs économies étaient fondées sur la monoculture, et donc très sensibles aux fluctuations du commerce international. Le colonialisme a achevé l'intégration des économies africaines à l'ordre économique mondial, mais d'une manière fort désavantageuse et aliénante.

A cause de la concentration sur la production des cultures d'exportation qui se produisit à l'époque coloniale, les Africains furent poussés à abandonner la production de nourriture destinée à leur propre consommation. Travail forcé et abandon de la production alimentaire provoquèrent beaucoup de sous-alimentation, de graves famines et des épidémies dans certaines parties de l'Afrique au début de l'ère coloniale. Ainsi, dans le système colonial, les Africains étaient dans la plupart des cas voués à produire ce qu'ils ne consommaient pas et à consommer ce qu'ils ne produisaient pas — ce qui montre bien le caractère boiteux et exploiteur de l'économie coloniale.

La colonisation conduisit également à l'apparition en Afrique d'un nombre croissant de compagnies bancaires, commerciales et maritimes étrangères ; à partir de 1910, ces compagnies fusionnèrent et se consolidèrent sous forme d'oligopoles. Dans la mesure où ces compagnies commerciales contrôlaient aussi bien les importations que les exportations, et fixaient les prix des denrées importées et ceux des pro-



Pendant l'époque coloniale, « Dans les zones rurales, et même, dans une certaine mesure, en ville, de nouvelles croyances, de nouveaux dieux, de nouveaux ustensiles, de nouveaux objets et de nouveaux produits se sont ajoutés aux anciens. Il est sûr que dans ces zones, de nombreux chrétiens continuent à croire en leurs dieux traditionnels. De fait, dans ce domaine, c'est la religion européenne qui a été africanisée — et non le contraire ». Ci-dessus, masque baoulé Gu représentant le créateur de l'univers. Les lignes courbes du masque orientent le regard vers la bouche, source du « souffle sacré » créateur.

Photo Marc et Evelyne Bernheim © Rapho Guillumette Pictures, New York

« Un autre impact hautement regrettable du colonialisme a été la détérioration du statut de la femme en Afrique... Il ne semble guère douteux que les femmes aient été exclues de la plupart des activités introduites ou intensifiées par le colonialisme. Le monde colonial était en fait un monde d'hommes, où les femmes n'étaient pas encouragées à jouer un rôle important ». Ci-dessous, masque fang du Gabon.

Photo © Claude Sauvageot. Musée de l'Homme, Paris



► duits exportés par les Africains, les bénéfices, énormes, allaient à ces compagnies, et non aux Africains.

Le colonialisme mit aussi pratiquement un terme au commerce inter-africain. L'activité commerciale de chaque colonie était désormais dirigée vers la métropole.

En définitive, tous les progrès économiques réalisés pendant la période coloniale le furent à un prix élevé et injustifiable pour les Africains : travail forcé, travail migratoire, culture obligatoire de certaines plantes, saisie forcée des terres, déplacements de populations, systèmes des « passes », taux de mortalité élevé dans les mines et les plantations, brutalité avec laquelle les mouvements de résistance et de protestation provoqués par ces mesures furent réprimés.

Quel est l'héritage du colonialisme sur le plan social ? Le premier effet bénéfique important a été l'accroissement de la population africaine, au cours de la période coloniale, de près de quarante pour cent après le déclin des deux ou trois premières décennies de l'ère coloniale. Un tel accroissement est dû à l'établissement de solides bases économiques et au développement des réseaux routiers et ferroviaires, qui permit d'acheminer des vivres dans les régions où sévissait la famine, ainsi que de lancer des campagnes contre des maladies comme la peste bubonique, la fièvre jaune et la maladie du sommeil.

Le second impact social du colonialisme est étroitement lié au premier : c'est l'urbanisation. Certes, celle-ci n'était pas inconnue dans l'Afrique pré-coloniale. Les royaumes et les empires africains possédaient les capitales et des centres politiques, comme Kumbi Saleh, Bénin, Ile-Ifé, Kuwasi, Gao et Zimbabwe, et des centres commerciaux comme Kano, Djenné, Sofala et Malindi. Il existait aussi des centres éducatifs comme Tombouctou, le Caire et Fez. Mais il ne fait aucun doute que le colonialisme accéléra grandement le rythme de l'urbanisation et que des villes entièrement nouvelles surgirent.

De plus, la population des villes déjà existantes et celles des cités nouvelles augmentèrent à pas de géant pendant l'ère coloniale. Nairobi, fondée en 1896, n'était alors qu'une simple gare de transit pour la construction du chemin de fer d'Ouganda. Sa population atteignit 13 145 habitants en 1927, et plus de 25 000 en 1940 ; celle de Lagos atteignait 74 000 en 1914 et 230 000 en 1950 ; celle de Dakar passa de 19 800 en 1916 à 92 000 en 1936 et 132 000 en 1945.

Il y avait sans nul doute une amélioration de la qualité de la vie, surtout pour ceux qui vivaient dans les centres urbains. Cela était dû aux hôpitaux, aux dispensaires, à l'eau courante, aux dispositifs sanitaires, à de meilleurs logements, ainsi qu'à l'abolition de pratiques comme l'esclavage domestique en vigueur à l'époque coloniale et à l'augmentation des possibilités de travail.

La diffusion du christianisme, de l'islam et de l'éducation occidentale fut un autre impact important du colonialisme. C'est pendant cette période que le christianisme prit solidement pied en Afrique orientale et centrale, tantôt précédant les armées et les marchands, tantôt suivant leur foulée. L'islam se répandit lui aussi rapidement en Afrique occidentale et orientale, grâce à l'amélioration générale des communi-

cations et au patronage des autorités coloniales françaises et britanniques. Il faut aussi souligner que ces progrès ne se firent pas aux dépens de la religion traditionnelle. Le colonialisme, dans ce cas, renforça et perpétua le pluralisme religieux des Africains, et donc enrichit leur vie religieuse.

La diffusion de l'éducation occidentale est étroitement liée à celle du christianisme. Certes, à la fin de l'ère coloniale, il subsistait relativement peu de zones sans au moins des écoles primaires. La diffusion de l'éducation occidentale eut des effets sociaux d'une grande portée, dont l'accroissement du nombre des membres de l'élite africaine éduquée à l'europpéenne — élite qui maintenant constitue l'oligarchie régnante et l'essentiel de l'administration des Etats africains.

Autre effet colonial d'importance dont l'avantage, on le verra, est discutable : l'institution d'une *lingua franca* pour chaque colonie, ou chaque ensemble de colonies. Partout, la langue maternelle de la puissance coloniale, soit sous une forme pure, soit sous celle d'un pidgin, devint la langue officielle, celle des affaires, et, très souvent, le principal moyen de communication entre les nombreux groupes linguistiques qui constituaient la population de chaque colonie. Il est significatif qu'à l'exception de l'Afrique du Nord, de la République-Unie de Tanzanie, du Kenya et de Madagascar, ces langues soient restées jusqu'à aujourd'hui les langues officielles des pays africains.

Le dernier bénéfice social apporté par le colonialisme est la nouvelle structure sociale qu'il introduisit dans certaines parties de l'Afrique, ou dont il accéléra le développement dans d'autres parties du continent. Bien que la structure sociale traditionnelle permit la mobilité sociale, sa composition de classe semble avoir donné un poids excessif à la naissance. De son côté, le nouvel ordre colonial mettait l'accent sur le mérite individuel et les réalisations plutôt que sur la naissance. Ce changement — lié à l'abolition de l'esclavage, à l'introduction de l'éducation occidentale, du christianisme et de l'islam, à l'expansion des cultures d'exportation (qui facilitèrent l'enrichissement personnel dans certaines zones) et aux nombreux autres modes d'avancement proposés par le colonialisme — modifia radicalement la structure sociale traditionnelle.

Ainsi, dans les années 1930, les classes sociales précoloniales, l'aristocratie régnante, les gens du peuple, les esclaves de case et une élite éduquée relativement restreinte avaient été remplacés par une nouvelle société encore plus divisée qu'auparavant entre ruraux et citadins, diversement stratifiés. Dans cette nouvelle structure, la mobilité était plus fondée sur les efforts individuels que sur l'attribution.

Mais si le colonialisme eut certains effets sociaux positifs, il en eut aussi de négatifs, et même de très négatifs. L'énorme augmentation de la population urbaine observée plus haut n'était pas la conséquence d'un accroissement naturel de cette population, mais plutôt du flux continu de jeunes gens et jeunes femmes attirés vers les centres urbains par besoin d'éducation et de travail, et repoussés des campagnes par les famines, la pauvreté endémique et les impôts. En outre, étant donné que les Européens avaient tendance à vivre dans les cen-



tres urbains, toutes les commodités énumérées plus haut, et qui amélioreraient la qualité de la vie, ne se trouvaient pas dans ces zones. Les régions rurales étaient donc pratiquement négligées, ce qui accentuait le phénomène de désertion. Un fossé énorme existe aujourd'hui encore entre les zones urbaines et les zones rurales en Afrique, et il est certain que c'est le système colonial qui a créé et agrandi ce fossé.

Ces migrants ne trouvaient pas dans les centres urbains le paradis riche et sûr qu'ils espéraient. Les Africains n'étaient considérés dans aucune ville comme des égaux ; ils n'étaient jamais entièrement intégrés. De plus, pour la majorité, il était impossible de trouver un emploi ou un logement décent. La plupart d'entre eux s'entassaient dans les faubourgs et les bidonvilles dans lesquels le chômage, la délinquance juvénile, l'alcoolisme, la prostitution, le crime et la corruption devenaient leur lot. Le colonialisme ne fit pas qu'appauvrir la vie rurale : il corrompit également la vie urbaine.

Le second problème social grave est celui des colons européens et asiatiques. La présence des Européens provoqua l'hostilité des Africains, parce qu'ils occupaient la plupart des terres fertiles, tandis que les Asiatiques monopolisaient le commerce de détail et le commerce en gros. A partir de 1935, le problème européen et asiatique prit de graves proportions pour l'Afrique ; à ce jour il n'est pas entièrement résolu.

De plus, même si le colonialisme introduisit certains services sociaux, il faut souligner que non seulement ces services étaient globalement inadaptés et distribués inégalement dans chaque colonie, mais qu'ils étaient tous destinés en premier lieu à la minorité des immigrants et administrateurs blancs : d'où leur concentration dans les villes. Au Nigéria, dans les années 1930, il y avait 12 hôpitaux modernes pour 4 000 Européens dans le pays et 52 pour plus de quarante millions d'Africains.

Dans le domaine de l'éducation, ce qui fut fourni pendant l'époque coloniale s'est révélé globalement inadéquat, inégalement distribué et mal orienté, les résultats n'ont donc pas été aussi positifs pour l'Afrique qu'ils auraient pu l'être. Il a existé pendant

cette période cinq types différents d'institutions éducatives : écoles primaires, secondaires, écoles normales, techniques et universités. Mais alors que de nombreuses écoles primaires avaient été installées en 1860 dans l'Afrique occidentale britannique, ce ne fut pas avant 1876 que les premières écoles secondaires furent créées en Côte de l'Or et au Nigéria. Ce ne fut qu'après la Seconde Guerre mondiale que les écoles techniques et des collèges universitaires furent fondés un peu partout en Afrique.

Les programmes fournis par toutes ces institutions étaient déterminés par les autorités et étroitement imités — sinon carrément reproduits — des programmes de la métropole ; ils n'étaient donc pas adaptés aux besoins du continent. Ils attaquaient les racines mêmes des croyances religieuses, des châtements et des tabous africains ; ils ébranlèrent les fondations des sociétés africaines, provoquant un sentiment d'incertitude, de frustration et d'insécurité.

L'impact de ce système éducatif inadéquat, bancal et mal orienté sur les sociétés africaines a été profond et presque permanent. En premier lieu, il a légué à l'Afrique un énorme problème d'analphabétisme, qui mettra longtemps à être résolu. En second lieu, l'élite cultivée qu'il a créée était une élite aliénée, qui révérait la culture et la civilisation européennes et méprisait la culture africaine. Mais comme cette élite comprenait les gens les plus riches et a pu occuper les postes les plus élevés pendant et après l'époque coloniale, elle dispose d'un pouvoir et d'une influence hors de proportion avec le nombre de ses membres.

Le fait que l'éducation technique et industrielle ait été négligée au profit de la formation libérale et religieuse a entraîné un penchant des Africains pour les travaux de « cols blancs » ; il a aussi créé chez les gens cultivés un certain mépris pour le travail manuel et agricole, qui existe encore.

Aussi bénéfique qu'ait été la *lingua franca* promue par le système éducatif, elle a eu la regrettable conséquence d'empêcher la transformation de certaines langues indigènes en langues nationales ou véhiculaires. Le *twi*, le *hawsa* et le *swahili* auraient aisément pu devenir les langues nationales de la

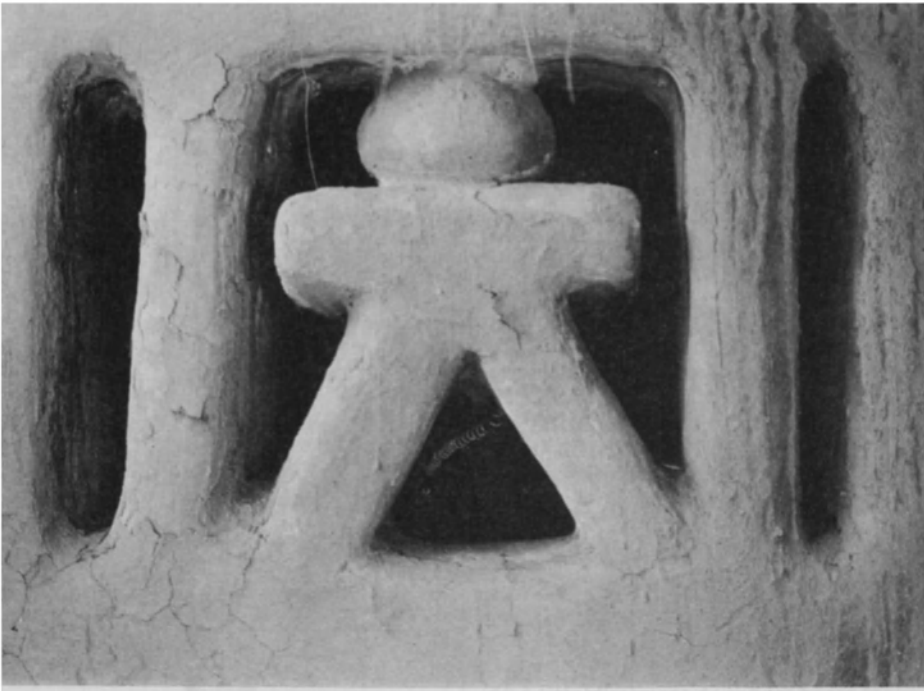
*« L'élite cultivée qu'a créée l'éducation coloniale était une élite aliénée, qui révérait la culture et la civilisation européenne et méprisait la culture africaine. Mais comme cette élite comprenait les gens les plus riches et a pu occuper les postes les plus élevés pendant et après l'époque coloniale, elle dispose d'un pouvoir et d'une influence hors de proportion avec le nombre de ses membres ». Ci-dessus, hauts-de-forme et redingotes, chapeaux à plumes et croquet sur la pelouse de la résidence du gouverneur, autant de symboles du statut de la « nouvelle élite » de l'ère coloniale.*

Côte de l'Or, du Nigéria et des trois colonies britanniques d'Afrique orientale. En fait, les administrateurs coloniaux d'Afrique orientale britannique ont tenté de faire du swahili une *lingua franca* dans les années 1930 et 1940, mais cette tentative a été contrecarrée par le Bureau colonial.

Un autre impact hautement regrettable du colonialisme a été la détérioration du statut de la femme en Afrique. C'est là un sujet nouveau, qui exige d'autres recherches, mais il ne semble guère douteux que les femmes aient été exclues de la plupart des activités introduites ou intensifiées par le colonialisme. Le monde colonial était en fait un monde d'hommes, où les femmes n'étaient pas encouragées à jouer un rôle important.

De plus, du fait du colonialisme, les Africains étaient méprisés, humiliés et soumis à une discrimination à la fois ouverte et feutrée. Ali Mazrui souligne lui aussi cet héritage d'humiliations imposées à l'Africain par le triple biais de la traite des Noirs, de l'apartheid et du colonialisme dans ses récentes conférences de Reith. « Les Africains, dit-il, n'ont pas été forcément le peuple le plus brimé, mais il a été presque certainement le plus humilié de l'histoire moderne ».

Certains historiens en ont conclu que « le colonialisme a produit ses propres fossoyeurs », tandis que Maugham a pu soutenir que « sur la pierre tombale de l'Empire britannique » on pourrait écrire : « mort de mépris ».



*Ouverture sur la façade d'une maison traditionnelle du pays sarakolé, au Sénégal. L'architecture traditionnelle en terre offre des qualités, comme l'isolation thermique et l'esthétique, qu'on ne retrouve plus dans les habitations modernes faites de moellons et de tôle ondulée.*

Pire encore a été l'incidence du colonialisme dans le domaine culturel. De fait, comme l'a déclaré le deuxième Congrès des écrivains et artistes noirs tenu à Rome en mars-avril 1959, « parmi les péchés du colonialisme, l'un des plus pernicioseux — parce que longtemps accepté sans discussion en Occident — est d'avoir diffusé la notion d'un peuple sans culture ».

Mais, en définitive, dans le champ culturel et social, l'impact du colonialisme n'a été relativement ni profond, ni permanent. Les changements introduits dans le domaine culturel, la discrimination raciale et la condamnation de la culture africaine proclamée à l'époque de la domination coloniale, sont restés limités essentiellement aux zones côtières et aux centres urbains, tandis que la vie des zones rurales suivait en grande partie son cours. La danse, l'art, la musique et les systèmes religieux traditionnels africains se sont conservés ; les emprunts et les adaptations furent plutôt des additions que des substitutions.

Ainsi, dans les zones rurales, et même, dans une certaine mesure, en ville, de nouvelles croyances, de nouveaux dieux, de nouveaux ustensiles, de nouveaux objets et de nouveaux produits se sont ajoutés aux anciens. Il est sûr que dans ces zones, de nombreux chrétiens continuent à croire en leurs dieux traditionnels. De fait, dans ce domaine, c'est la religion européenne qui a

été africanisée — comme le montre le rituel, les hymnes, la musique et même les doctrines de certaines des églises synchrétiques et millénaristes — et non le contraire.

Plus important encore : les bases culturelles perdues, même dans les centres urbains, ont pratiquement été retrouvées. Aujourd'hui, l'art, la musique et la danse d'Afrique ne sont pas seulement enseignés dans toutes sortes d'établissements éducatifs : ils sont en plein essor, et commencent à être reconnus en Europe. Ainsi, dans le domaine culturel, le colonialisme n'a été vraiment qu'un épisode. Son impact est resté superficiel et très éphémère.

Il devrait être maintenant évident, d'après l'analyse qui précède, que les spécialistes qui estiment que le colonialisme a été un désastre total pour l'Afrique, n'ayant provoqué que du sous-développement et du retard, ont largement exagéré. Mais sont également coupables d'exagération les apologistes coloniaux qui considèrent le colonialisme comme un bien absolu.

Mais, quoi qu'ait pu faire le colonialisme pour les Africains, étant donné ses possibilités, ses ressources, le pouvoir et l'influence dont il jouissait en Afrique à l'époque, il aurait pu et dû faire beaucoup plus. Comme P.C. Lloyd l'admet lui-même : « On aurait peut-être pu faire beaucoup plus, si le développement des territoires

arriérés avait été considéré par les nations industrielles comme une urgente priorité ».

C'est justement parce que les autorités coloniales n'ont considéré le développement de l'Afrique ni comme une priorité urgente, ni même comme une priorité en général, qu'elles doivent être condamnées. Pour ces deux raisons l'époque coloniale restera dans l'histoire comme une période de croissance sans développement, d'exploitation impitoyable des ressources de l'Afrique et, à tout prendre, d'humiliation et de paupérisation pour les peuples africains.

Le colonialisme n'a été sans aucun doute qu'un simple chapitre dans la longue histoire de l'Afrique, un épisode ou un interlude dans les expériences multiples et diverses de ses peuples. Il s'est agi néanmoins d'une phase extrêmement importante du point de vue politique, économique et même social. Il a marqué une nette coupure dans l'histoire de l'Afrique ; le développement ultérieur de celle-ci, et donc de son histoire, a été et continuera à être très influencé par l'impact du colonialisme. La meilleure manière d'agir aujourd'hui, pour les dirigeants africains, n'est donc pas de biffer le colonialisme, mais plutôt de bien connaître son impact, afin d'essayer de corriger ses défauts et ses échecs.

Albert Adu Boahen

#### Bureau de la Rédaction :

Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris, France

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits du *Courrier de l'Unesco* », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du *Courrier*. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne sont renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le *Courrier de l'Unesco* expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des articles et les légendes des photos sont de la rédaction. Enfin, les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'Unesco ou les Nations unies.

Rédacteur en chef adjoint : Olga Rödel  
Secrétaire de rédaction : Gillian Whitcomb  
Rédacteurs :  
Edition française : Alain Lévêque (Paris)  
Edition anglaise : Howard Brabyn (Paris)

Edition espagnole : Francisco Fernandez-Santos (Paris)  
Edition russe : Nikolai Kouznetsov (Paris)  
Edition arabe : Sayed Osman (Paris)  
Edition allemande : Werner Merkli (Berne)  
Edition japonaise : Seiichiro Kojima (Tokyo)  
Edition italienne : Mario Guidotti (Rome)  
Edition hindie : Krishna Gopal (Delhi)  
Edition tamoule : M. Mohammed Mustafa (Madras)  
Edition hébraïque : Alexander Broïdo (Tel-Aviv)  
Edition persane : Mohammed Reza Berenji (Téhéran)  
Edition néerlandaise : Paul Morren (Anvers)  
Edition portugaise : Benedicto Silva (Rio de Janeiro)  
Edition turque : Mefra Ilgazer (Istanbul)  
Edition ourdoue : Hakim Mohammed Saïd (Karachi)  
Edition catalane : Joan Carreras i Marti (Barcelone)  
Edition malaise : Azizah Hamzah (Kuala Lumpur)  
Edition coréenne : Paik Syeung-Gil (Séoul)  
Edition kiswahili : Domino Rutayebesibwa (Dar-es-Salaam)

Editions croato-serbe, macédonienne, serbo-croate, slovène : Vitomir Sudarski (Belgrade)  
Edition chinoise : Shen Guofen (Pékin)  
Edition bulgare : Goran Gotev (Sofia)  
Edition grecque : Nicolas Papageorgiou (Athènes)  
Editions braille : Frederick H. Potter (Paris)

#### Rédacteurs adjoints :

Edition française :  
Edition anglaise : Roy Malkin  
Edition espagnole : Jorge Enrique Adoum

Documentation : Christiane Boucher

Illustration : Ariane Bailey

Maquettes : Georges Servat

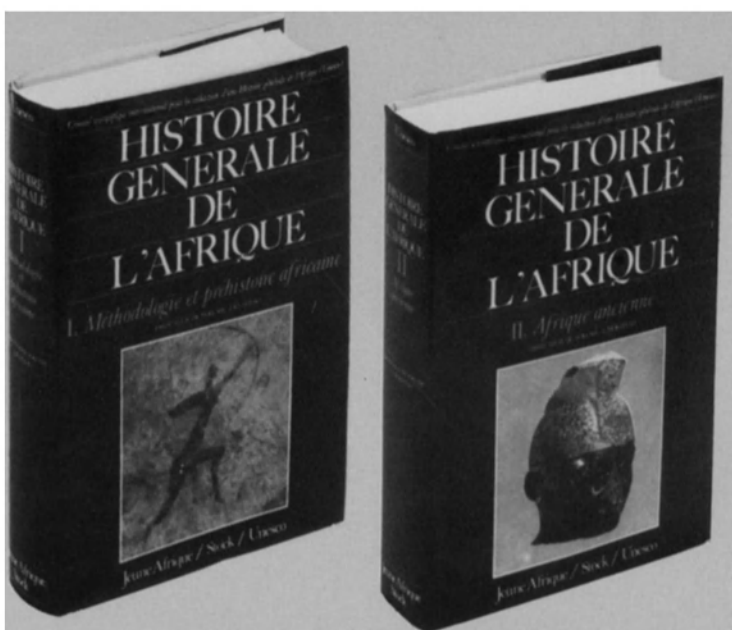
Promotion-diffusion : Fernando Ainsa

Projets spéciaux : Peggy Julien

Toute la correspondance concernant la Rédaction doit être adressée au Rédacteur en Chef.

# Histoire générale de l'Afrique

Déjà parus



Unesco/Jeune Afrique 1980. 893 pages  
Illust. photos, tableaux  
ISBN 92-3-201705-5  
Prix : 100 FF  
En réimpression  
disponible août 84

Unesco/Jeune Afrique 1980. 925 pages  
Illustrations  
ISBN 92-3-201708-3  
Prix : 100 FF  
En réimpression  
disponible août 84

**I. Méthodologie et préhistoire africaine** : en français, anglais, arabe, espagnol et portugais ; traduction en kiswahili et hawsa en cours.

**II. Afrique ancienne** : en français, anglais, espagnol et portugais ; publication en arabe en cours ; traduction en kiswahili et hawsa en cours.

L'*Histoire générale de l'Afrique* constitue actuellement le plus important projet éditorial de l'Unesco. A cette œuvre monumentale, qui comportera huit volumes, collaborent près de 240 auteurs éminents de différents pays, sous la responsabilité intellectuelle et scientifique d'un comité de 39 membres comprenant deux tiers d'Africains et un tiers de spécialistes originaires d'autres aires culturelles. Approche panoramique du continent africain, cette collection doit permettre, par la vision donnée du passé, de comprendre ce qu'est l'Afrique aujourd'hui.

A paraître

**III. L'Afrique du VII<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle** : courant 1985

**IV. L'Afrique du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle** : octobre 1984

**V. L'Afrique du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle** : fin 1985

**VI. Le XIX<sup>e</sup> siècle jusque vers les années 1880** : fin 1985

**VII. L'Afrique sous domination coloniale, 1880-1935** : décembre 1984

**VIII. L'Afrique depuis 1935** : fin 1986

## Histoire générale de l'Afrique études et documents

La préparation de l'*Histoire générale de l'Afrique* a donné lieu à de nombreuses réunions d'experts au cours desquelles les documents de travail présentés ainsi que la haute tenue des échanges de vues entre les participants se sont révélés d'un intérêt tel que l'Unesco a décidé de les publier parallèlement, dans une collection intitulée : « Histoire générale de l'Afrique : études et documents ».

### Déjà parus

1. *Le peuplement de l'Egypte ancienne et le déchiffrement de l'écriture méroïtique*, 137 p. 25 FF
2. *La traite négrière du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*, 341 p. (épuisé en français)
3. *Relations historiques à travers l'océan indien*, 203 p. 36 FF
4. *L'historiographie de l'Afrique australe*, 114 p. 22 FF
5. *La décolonisation de l'Afrique : Afrique australe et Corne de l'Afrique*, 180 p. 35 FF
6. *Ethnonymes et Toponymes*, 240 p. 56 FF
7. *Les relations historiques et socio-culturelles entre l'Afrique et le monde arabe*, 222 p. 60 FF
8. *La méthodologie de l'histoire de l'Afrique contemporaine*, 226 p. 60 FF

### A paraître

9. *L'Afrique et la Seconde Guerre Mondiale*, 1985
10. *Le processus d'éducation et l'historiographie en Afrique*, 1985
11. *Libya antiqua*, 1986

### A noter également parmi les publications de l'Unesco

*L'affirmation de l'identité culturelle et la formation de la conscience nationale dans l'Afrique contemporaine*, 40 FF  
*L'Afrique en Amérique latine*, 364 p. 75 FF  
*Le journalisme rural en Afrique*, 35 p. 10 FF  
*Le livre aujourd'hui en Afrique*, 232 p. 32 FF

### En vente

#### France

Dans les librairies universitaires.  
A la librairie de l'Unesco, 7 place de Fontenoy, 75700 Paris et par correspondance en joignant votre règlement par chèque bancaire, mandat ou CCP 3 volets Paris 12598-48F, libellé à l'ordre de la librairie de l'Unesco.

#### Autres pays

S'adresser à notre agent de vente (nous consulter) liste habituellement en 3<sup>e</sup> page de couverture du *Courrier de l'Unesco*.



Photo © Peter Frey, Pernes les Fontaines, France

## L'Afrique et le Nouveau Monde

Plus qu'en Europe, c'est dans le Nouveau Monde que la présence africaine a revêtu toute son ampleur. La traite transatlantique des esclaves fit naître dans les Amériques les grandes communautés de la diaspora qui ont fortement influencé les sociétés dans lesquelles elles se sont implantées. Dans le Brésil moderne, la présence noire exerce un profond impact sur la culture nationale et dans la plupart des sociétés des Caraïbes les cultures des communautés noires sont devenues prépondérantes. Mais la tendance

de la diaspora à se tourner vers le continent originel a joué également un rôle déterminant dans l'histoire de l'Afrique moderne. Que ce soit par le retour en Afrique de nombreux exilés ou par l'influence qu'a eue la diaspora sur le nationalisme moderne et le panafricanisme. Ci-dessus : cérémonie *macumba* au Brésil. Dans cette religion syncrétique de type chamannique (appelée aussi *candomblé* dans l'Etat brésilien de Bahia) se mêlent fétichisme bantou, symboles catholiques et rituels soudanais.